

**N° 6858<sup>7</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2015-2016

**PROJET DE LOI****concernant l'échange automatique de renseignements relatifs  
aux comptes financiers en matière fiscale et portant**

- 1. transposition de la directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal;**
- 2. modification de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal**

\* \* \*

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET**

(4.12.2015)

La Commission se compose de: M. Eugène BERGER, Président; M. Guy ARENDT, Rapporteur; M. Alex BODRY, Mme Joëlle ELVINGER, MM. Franz FAYOT, Gast GIBERYEN, Claude HAAGEN, Henri KOX, Mme Viviane LOSCHETTER, MM. Laurent MOSAR, Gilles ROTH, Marc SPAUTZ, Claude WISELER et Michel WOLTER, Membres.

\*

**1. ANTECEDENTS**

Le projet de loi n° 6858 a été déposé par le Ministre des Finances le 14 août 2015.

Au texte du projet de loi étaient joints

- des annexes,
- un exposé des motifs,
- un commentaire des articles,
- un texte coordonné,
- une fiche financière,
- un tableau de concordance,
- une fiche d'évaluation d'impact,
- le texte de la directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal, ainsi que
- les textes en langues française et anglaise de l'Accord multilatéral entre Autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers, ensemble avec
- la déclaration y afférente, signée à Berlin le 29 octobre 2014.

Lors de la réunion de la Commission des Finances et du Budget (COFIBU) du 22 septembre 2015, M. Guy Arendt a été désigné rapporteur du projet de loi sous rubrique.

L'avis de la Chambre de commerce a été adopté le 7 octobre 2015, celui de la Chambre des salariés a été émis en date du 15 octobre 2015. Le 16 octobre 2015, la Chambre des métiers a finalisé son avis par rapport au projet de loi.

Le projet de loi a été modifié par le biais de 11 amendements gouvernementaux datant du 6 novembre 2015.

En date du 17 novembre 2015, la Chambre des salariés a émis un avis complémentaire.

La COFIBU a procédé à l'examen du projet de loi au cours de la réunion du 1<sup>er</sup> décembre 2015.

Le Conseil d'Etat a émis son avis le 1<sup>er</sup> décembre 2015.

Après examen de l'avis du Conseil d'Etat au cours de la réunion du 4 décembre 2015, les membres de la COFIBU ont adopté le projet de rapport au cours de cette même réunion.

\*

## 2. OBJET DU PROJET DE LOI

Le projet de loi sous rubrique a comme objet de mettre en œuvre la norme mondiale d'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale. Il introduit par la suite en droit interne luxembourgeois la nouvelle norme mondiale d'échange automatique de renseignements élaborée par l'OCDE et approuvée par le G20, dénommée „Norme Commune de Déclaration (NCD)“ (en anglais CRS: „*Common Reporting Standard*“). Le projet de loi vise plus précisément à établir un échange automatique d'informations fiscales élargi en termes de contenu et de destinataires par rapport à l'échange actuel, étant donné qu'il porte sur des informations financières détaillées et ne se limite plus à un échange entre pays de l'Union européenne.

L'idée primordiale de la NCD est de disposer d'un système d'échange d'informations similaire à celui de la FATCA („*Foreign Account Tax Compliance Act*“), signée récemment avec les Etats-Unis d'Amérique. Le projet de loi constitue une étape de plus dans l'évolution des systèmes fiscaux vers plus de transparence puisqu'il élargit considérablement le contenu de l'échange automatique d'informations et le champ des destinataires de ces informations au-delà de l'Union européenne.

A cette fin, le projet de loi prévoit la transposition de la directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal. Il s'agit par là également et donner force de loi à l'Accord multilatéral entre Autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers, signé à Berlin le 29 octobre 2014. De plus, le projet de loi prévoit des modifications de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal.

En ce qui est du contexte politique, le défi posé par la fraude et l'évasion fiscales transfrontières s'est renforcé au cours des dernières années, et est devenu une source majeure de préoccupation au niveau mondial. La vue selon laquelle la non-déclaration et la non-imposition de revenus réduisent sensiblement les recettes fiscales nationales est largement partagée de nos jours. Il est jugé opportun de renforcer l'efficacité et l'efficacités de la perception de l'impôt. L'échange automatique d'informations est un outil précieux à cet égard et la Commission européenne a mis en lumière la nécessité de promouvoir activement l'échange automatique d'informations en tant que future norme européenne et internationale pour la transparence et l'échange d'informations à des fins fiscales.

C'est dans ce contexte que le programme gouvernemental précise également que „*le Gouvernement participera activement aux travaux dans le cadre de l'Union européenne et à l'OCDE visant à développer le standard international en cette matière mais toute extension du champ d'application de l'échange automatique d'informations devra se faire dans des modalités et selon un calendrier assurant au secteur financier sa stabilité et sa compétitivité internationale. Le Gouvernement insistera sur le besoin d'adoption de normes homogènes par toutes les grandes places financières dans quel cas le Luxembourg ne s'opposera pas à une extension du champ d'application de l'échange automatique d'informations.*“

Par rapport à cette problématique, des développements ont été entrepris, aussi bien au niveau européen qu'au sein du G20.

1) Pour ce qui est des efforts de la **Commission européenne**, la directive 2011/16/UE du Conseil prévoit déjà l'échange automatique et obligatoire d'informations entre les Etats membres pour certaines catégories de revenu et de capital, principalement de nature non financière, que les contribuables possèdent dans des Etats membres autres que leur Etat de résidence. Elle établit également une approche graduelle visant à renforcer l'échange automatique d'informations par son extension

progressive à de nouvelles catégories de revenu et de capital et la suppression de la condition selon laquelle les informations ne doivent être échangées que si elles sont disponibles. Or, compte tenu des possibilités accrues d'investissement à l'étranger dans une large gamme de produits financiers, les instruments de coopération administrative dans le domaine fiscal à l'échelle de l'Union et sur le plan international sont devenus moins efficaces pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales transfrontières. De plus, la conclusion d'accords parallèles et non coordonnés par les Etats membres en vertu de l'article 19 de la directive 2011/16/UE pourrait conduire à des distorsions qui nuiraient au bon fonctionnement du marché intérieur.

C'est pourquoi il a été jugé approprié d'anticiper l'extension de l'échange automatique d'informations déjà prévue à l'article 8, paragraphe 5, de la directive 2011/16/UE en ce qui concerne les personnes résidant dans d'autres Etats membres. Le 12 juin 2013, la Commission européenne a adopté une proposition législative visant à étendre la portée de l'échange automatique de renseignements dans la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal (encore dénommée „Directive Coopération Initiale“). Cette dernière a donc été adaptée par la directive (encore appelée „Directive Coopération Bis“) 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal, directive mettant en place une approche cohérente, systématique et globale de l'échange automatique d'informations dans le marché intérieur qui permettrait de réduire les coûts à la fois pour les administrations fiscales et pour les opérateurs économiques. Cette nouvelle directive aligne également la législation européenne en matière d'échange automatique d'informations sur la „norme commune de déclaration pour l'échange automatique de renseignements fiscaux“ (NCD), standard élaboré par l'OCDE et approuvé par le G20 (cf: *infra*).

- 2) L'importance de l'échange automatique d'informations comme moyen de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales transfrontières étant reconnue au niveau international (G20 et G8), le **G20** avait déjà antérieurement chargé l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) d'élaborer une norme mondiale unique pour l'échange automatique de renseignements en matière fiscale. En février 2014, l'OCDE a publié les principaux éléments d'une telle norme mondiale, à savoir un modèle d'accord entre autorités compétentes et une norme commune en matière de déclaration, qui ont été ultérieurement approuvés par les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales du G20.

En juillet 2014, le conseil de l'OCDE a publié la norme mondiale complète, y compris ses derniers éléments, à savoir les commentaires sur le modèle d'accord entre autorités compétentes et la norme commune en matière de déclaration (la „NCD“) ainsi que des normes pour des modalités techniques et des systèmes de technologie de l'information harmonisés en vue de mettre en œuvre ladite norme. Elle a été approuvée dans son entièreté par les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales du G20 en septembre 2014.

En date du 29 octobre 2014, 51 juridictions dont le Luxembourg ont signé à Berlin un Accord multilatéral entre Autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers (l'„Accord“). Cet Accord est fondé sur la Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale, approuvée par le Luxembourg en date du 27 mai 2014, et prévoit un échange automatique mutuel entre les juridictions partenaires conformément aux règles applicables en matière de déclaration et de diligence raisonnable définies dans la NCD. Le Luxembourg, en tant qu'„early adopter“, s'est engagé à mettre en œuvre l'échange automatique à partir de l'année 2017 pour les renseignements en relation avec l'année 2016.

Les dispositions du présent projet de loi reprennent dans la mesure du possible celles de la loi relative à FATCA („*Foreign Account Tax Compliance Act*“) (cf: document parlementaire n° 6798). En effet, la NCD, qui vise à optimiser l'efficacité et à réduire les coûts pour les institutions financières, est largement inspirée de l'approche intergouvernementale suivie pour la mise en œuvre de la législation FATCA. Même si cette approche diffère de la NCD sur certains aspects, les différences tiennent à la nature multilatérale du système de la NCD et à d'autres facteurs spécifiques aux Etats-Unis, en particulier le concept d'imposition fondé sur la citoyenneté et l'existence d'une retenue d'impôt à la source significative et libératoire au titre de la législation FATCA.

En termes pratiques, les comptes à déclarer dans le cadre de la procédure NCD comprennent ceux détenus par les personnes physiques et morales. Seront ainsi échangées automatiquement notamment des informations telles que les intérêts, dividendes et autres revenus générés par un actif déposé sur

un compte de dépôt. Ces informations respectives sont à fournir, annuellement, dans la forme prescrite jusqu'au 30 juin suivant la fin de l'année civile à laquelle les informations se rapportent.

Une fois la loi étant entrée en vigueur, les autorités luxembourgeoises et les Institutions financières luxembourgeoises devront faire usage des commentaires sur le modèle d'accord entre autorités compétentes et la NCD mis au point par l'OCDE aux fins d'illustration ou d'interprétation et pour garantir une application cohérente de la nouvelle norme mondiale dans toutes les juridictions partenaires.

Finalement, la date de mise en vigueur est le 1<sup>er</sup> janvier 2016. La référence à la loi se fait sous une forme abrégée en recourant à l'intitulé suivant: „loi du ... relative à la Norme commune de déclaration (NCD)“.

Les auteurs du projet de loi estiment que sa mise en œuvre va engendrer des coûts informatiques initiaux de l'ordre de 700.000 euros et des coûts en personnel de l'ordre de 590.000 euros par an.

\*

### 3. LES AVIS

Dans son avis, la Chambre de commerce estime que le projet de loi constitue une étape de plus dans l'évolution des systèmes fiscaux vers plus de transparence puisqu'il élargit considérablement le contenu de l'échange automatique d'informations et le champ des destinataires de ces informations au-delà de l'Union européenne. La chambre professionnelle estime que les aménagements et précisions proposés s'inscrivent dans le cadre de la norme OCDE et tendent à faciliter la mise en œuvre de l'échange automatique de renseignements par les institutions financières concernées.

Elle remarque également que l'application de la norme OCDE par les institutions financières concernées s'inscrit dans des délais extrêmement serrés. En effet, celles-ci devront mettre en place et appliquer les procédures pertinentes en matière de diligence raisonnable dès le 1<sup>er</sup> janvier 2016. Contrairement à FATCA, aucune mise en œuvre graduelle n'est prévue, alors que le champ d'application personnel, matériel et territorial de la norme OCDE est plus vaste. Vu les circonstances, la Chambre de commerce est d'avis qu'il serait utile que l'Administration des contributions directes publie une série de questions/réponses traitant des questions techniques et pratiques les plus urgentes.

Enfin, elle estime pour autant qu'il est essentiel de veiller à ce que la mise en œuvre de l'échange automatique n'appelle pas des coûts disproportionnés pour les institutions financières concernées, lesquelles devront consentir à ce titre des investissements significatifs.

La Chambre des salariés, par l'intermédiaire de son avis, communique qu'elle n'a pas d'observations particulières à formuler au sujet du projet de loi.

La Chambre des métiers ne formule aucune observation particulière relative au projet de loi lui soumis pour avis.

En réaction aux amendements gouvernementaux, la Chambre des salariés a formulé un avis complémentaire au texte amendé. Elle n'y a pas d'observations particulières à formuler au sujet des amendements.

Dans son avis du 1<sup>er</sup> décembre 2015, le Conseil d'Etat marque son accord au projet de loi sous rubrique.

\*

#### 4. Commentaire des articles

##### *Modification de l'intitulé initial:*

L'Accord multilatéral entre Autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers n'est pas un traité relevant des prérogatives de l'article 37 de la Constitution. Il a été signé par le Ministre des Finances agissant au nom de l'autorité compétente du Grand-Duché de Luxembourg. Il ne doit donc pas être soumis à l'approbation de la Chambre des députés.

Pour cette raison, il n'y a plus lieu de le mentionner dans l'intitulé du projet de loi (amendement gouvernemental 1).

##### *Modification de l'intitulé du Chapitre 1<sup>er</sup> initial:*

(amendement gouvernemental 2).

##### *Article 1<sup>er</sup> initial (supprimé)*

Cet article définissait le champ d'application de la loi.

La loi s'appliquait à l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale avec les Etats membres de l'UE et les autres juridictions signataires de l'Accord multilatéral entre Autorités compétentes.

Comme le projet de loi amendé ne porte plus approbation de l'Accord, il n'est pas nécessaire de déterminer le champ d'application de la loi comme dans l'ancien article 1<sup>er</sup>. Il en va de même de la détermination de l'„Autorité compétente“, expression employée par l'Accord et prévue dans l'ancien article 2, paragraphe 1<sup>er</sup>. (amendement gouvernemental 3).

##### *Article 1<sup>er</sup> (article 2 initial)*

En vertu du paragraphe 1<sup>er</sup>, l'Administration des contributions directes est considérée comme une Autorité compétente par délégation. Dans l'exercice de cette compétence, elle échangera de manière automatique les renseignements relatifs aux comptes financiers avec les Autorités compétentes des Etats membres de l'Union européenne et des autres Juridictions soumises à déclaration. Elle coopérera avec les autres Autorités compétentes en matière d'application et de mise en oeuvre de l'échange automatique. Elle effectuera notamment les notifications qui s'imposent en cas de communication de renseignements erronés ou incomplets ou en cas de violation de l'obligation de confidentialité ou de protection des données. Elle pourra également solliciter des consultations avec d'autres Autorités compétentes en cas de difficultés dans l'application ou l'interprétation de l'Accord.

Le paragraphe 2 donne des précisions en ce qui concerne le numéro d'identification fiscale (NIF) luxembourgeois à communiquer par les Autorités compétentes des Juridictions partenaires lorsqu'elles échangent des informations relatives à des résidents fiscaux luxembourgeois.

Dans un souci de cohérence avec la Norme commune de déclaration (telle que publiée par l'OCDE et reprise par la directive 2011/16/UE telle que modifiée), il est impératif de ne pas modifier la structure des annexes I et II.

Le renvoi aux définitions de l'annexe I dans l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 1<sup>er</sup> (ancien article 2, paragraphe 2) s'impose dans la mesure où les termes en majuscule, employés dans le dispositif du projet de loi, correspondent à une définition spécifique et précise dans la Section VIII de ladite annexe. La directive modifiée 2011/16/UE suit cette même approche. Elle renvoie à l'annexe I et ne reprend pas les définitions dans le dispositif.

Comme la définition du numéro d'identification fiscale luxembourgeois n'est pas prévue à l'annexe I, il convient de la maintenir dans le dispositif du projet de loi à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2 (ancien article 2, paragraphe 3). (amendement gouvernemental 3)

Dans son avis, le Conseil d'Etat constate que le renvoi, au paragraphe 1<sup>er</sup>, à l'annexe I pour les définitions suit l'approche retenue dans la directive modifiée 2011/16/UE, tandis que la définition, au paragraphe 2, du concept de numéro d'identification fiscale luxembourgeois se justifie par l'absence de cette définition à l'annexe I précitée.

*Modification de l'intitulé du Chapitre 2 initial:*

Le nouveau chapitre 2 règle non seulement les obligations de déclaration incombant aux Institutions financières déclarantes luxembourgeoises, mais également celles incombant à l'Administration des contributions directes dans les relations avec les autorités compétentes d'autres juridictions. (amendement gouvernemental 4).

*Article 2 (article 3 initial)*

Le paragraphe 1<sup>er</sup> renvoie aux annexes I et II qui déterminent les règles et procédures selon lesquelles les Institutions financières déclarantes doivent contrôler, identifier et déclarer les Comptes financiers.

Ces règles en matière de déclaration et de diligence raisonnable sont compatibles avec celles figurant dans la NCD et reprises dans la directive modifiée 2011/16/UE.

Les Institutions financières déclarantes peuvent appliquer certaines règles et procédures à titre optionnel.

Les Institutions financières déclarantes ont ainsi la possibilité

- de charger un prestataire de service tiers de l'exécution de leurs obligations (annexe I, Section II, E);
- d'appliquer aux Comptes préexistants les procédures de diligence raisonnable prévues pour les Nouveaux comptes, et aux Comptes de faible valeur celles prévues pour les Comptes de valeur élevée (annexe I, Section II, F);
- d'appliquer le test fondé sur l'adresse de résidence à l'ensemble des Comptes de faible valeur (annexe I, Section III, B. 1);
- de ne pas examiner, identifier ou déclarer un Compte d'entité préexistant dont le solde ou la valeur agrégé n'excède pas, au 31 décembre 2015, le montant de 250.000 dollars des Etats-Unis (USD) (annexe I, Section V, A);
- d'appliquer des règles de diligence raisonnable simplifiées pour certains Contrats d'assurance avec valeur de rachat ou certains Contrats de rente de groupe financés par les employeurs (annexe I, Section VII, B);
- dans le cas d'un Compte d'entité préexistant, d'utiliser comme Pièces justificatives toute classification de leurs registres établie en fonction d'un système normalisé de codification par secteur d'activité (annexe I, Section VIII, E. 6).

Les dispositions des annexes I et II utilisent la définition élargie des termes „Comptes préexistants“ (annexe I, Section VIII, C. 9 b) et „Entité liée“ (annexe I, Section VIII, E. 4). Elles introduisent une règle transitoire pour les titres au porteur émis par un Organisme de placement collectif dispensé (annexe I, Section VIII, B. 9).

La liste des entités et des comptes qui doivent être considérés comme des Institutions financières non déclarantes et des Comptes exclus est publiée par règlement grand-ducal. Cette liste est également communiquée à la Commission européenne en application de l'article 8, paragraphe 7bis de la directive modifiée 2011/16/UE et publiée au Journal officiel de l'UE. Au besoin, cette liste sera mise à jour.

Les procédures de diligence raisonnable (et notamment celles qui se rapportent à la recherche d'indices) sont destinées à identifier les Comptes déclarables, à savoir ceux de résidents d'une juridiction qui est soumise à la déclaration au moment où les procédures de diligence raisonnable sont appliquées.

Le présent projet de loi étend les procédures de diligence raisonnable afin de couvrir tous les non-résidents luxembourgeois. Cette approche plus globale („*wider approach*“) relative à la NCD est proposée à l'annexe 5 de ladite norme publiée par l'OCDE. Une telle approche est susceptible de réduire sensiblement les coûts à la charge des Institutions financières déclarantes dans la mesure où celles-ci n'ont pas à appliquer des procédures supplémentaires chaque fois qu'une nouvelle juridiction veut s'associer à l'échange de renseignements.

Les règles en matière de déclaration et de diligence raisonnable ont été adaptées suivant le modèle préconisé à cette fin par l'OCDE afin de tenir compte de cette approche plus globale.

L'Institution financière déclarante est tenue de rechercher des indices qui révèlent que le Titulaire de compte est résident d'une Juridiction étrangère et de considérer que le compte est détenu par un Titulaire qui est résident de chacune des Juridictions étrangères pour laquelle un indice est trouvé (sauf si l'Institution financière déclarante suit la „procédure de conciliation“).

Si une nouvelle juridiction rejoint le système, l'Institution financière déclarante peut se fonder sur les résultats de cette recherche d'indices pour déterminer les Comptes préexistants qui sont détenues par des résidents de cette juridiction.

L'Institution financière déclarante n'est pas tenue de communiquer le NIF, la date de naissance et le lieu de naissance concernant les Comptes préexistants, ouverts avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016 si ces informations ne figurent pas dans ses dossiers. Toutefois, elle est tenue de déployer des efforts raisonnables pour se procurer le ou les NIF, la date de naissance et le lieu de naissance concernant des Comptes préexistants avant la fin de la deuxième année civile qui suit l'année durant laquelle ces Comptes préexistants ont été identifiés en tant que Comptes déclarables.

En revanche, en ce qui concerne les Nouveaux comptes, l'Institution financière doit se procurer une auto-certification qui indique le NIF du Titulaire du compte, sa date de naissance et son lieu de naissance.

Une obligation de recueillir le NIF, la date de naissance et le lieu de naissance du Titulaire du compte suivant les modalités précédemment énoncées ne trouve en principe à s'appliquer que dans l'hypothèse où le Titulaire du compte a été identifié comme résident d'une Juridiction soumise à déclaration. Une option est néanmoins aménagée permettant aux Institutions financières déclarantes de recueillir le NIF, la date et le lieu de naissance de tous les Titulaires de compte identifiés en tant que résidents non luxembourgeois au moment de l'ouverture du compte. Cette option allège davantage encore les contraintes pour les Institutions financières concernées dans la mesure où il est plus simple de réunir ces informations avant qu'après l'ouverture du compte. En outre, demander le NIF d'un Titulaire de compte, pour autant que celui-ci existe, est à même de procurer une garantie supplémentaire quant à la véracité de son auto-certification.

Les Institutions financières communiquent à l'Administration des contributions directes les informations qui concernent une Juridiction soumise à déclaration. Les informations sont fournies annuellement, dans la forme prescrite, jusqu'au 30 juin suivant la fin de l'année civile à laquelle les informations se rapportent.

Les Etats membres de l'Union européenne sont considérés comme des Juridictions soumises à déclaration. Sont également considérées comme des Juridictions soumises à déclaration, les juridictions avec lesquelles le Luxembourg est lié par un accord qui prévoit l'obligation de fournir les informations indiquées dans la section I de l'annexe I. Les juridictions signataires de l'Accord pour lesquelles il n'y a pas de réciprocité et figurant à l'annexe 4 de l'Accord ne sont pas considérées comme des Juridictions soumises à déclaration. La liste des Juridictions soumises à déclaration est publiée par règlement grand-ducal et régulièrement mise à jour.

En vertu de l'Accord, l'obligation d'échanger les renseignements pour une année civile s'applique uniquement si l'Accord a pris effet entre les deux Autorités compétentes et si leurs juridictions respectives sont dotées d'une législation qui prévoit la communication d'informations pour cette année civile conforme à la portée de l'échange définie à la section 2 de l'Accord et aux procédures de déclaration et de diligence raisonnable stipulées dans la NCD. Les juridictions signataires doivent avoir en place lors du premier échange (i) les protections adéquates pour faire en sorte que les renseignements reçus conformément à l'Accord restent confidentiels et soient utilisés uniquement aux fins prévues par la Convention, et (ii) les infrastructures nécessaires à un échange efficace (y compris les processus garantissant un échange de renseignements en temps voulu, exact et confidentiel, des communications efficaces et fiables, et les moyens permettant de résoudre rapidement les questions et préoccupations relatives aux échanges ou aux demandes d'échanges et d'appliquer les dispositions de la section 4 de l'Accord).

L'Administration des contributions directes transmet les informations communiquées par les Institutions financières aux Autorités compétentes étrangères concernées jusqu'au 30 septembre suivant la fin de l'année civile à laquelle les informations se rapportent et pour la première fois en septembre 2017 pour les informations en relation avec l'année d'imposition 2016.

Les dispositions des paragraphes 1<sup>er</sup>, 2 et 3 n'appellent aucune observation de la part du Conseil d'Etat.

Ce dernier constate que le paragraphe 4 prévoit, quant à lui, que tant la liste des entités et des comptes qui doivent être considérés comme Institutions financières non déclarantes ou comme Comptes exclus que la liste des Juridictions partenaires sont établies par règlement grand-ducal. Le Conseil d'Etat approuve une telle manière de procéder qui participe du souci de sécurité juridique pour les destinataires des différentes obligations qu'impose le présent projet de loi.

Toutefois, pour plus de clarté, le Conseil d'Etat suggère de reformuler ce paragraphe 4 de la manière suivante:

„(4) La liste des entités et des comptes qui doivent être considérés respectivement comme Institutions financières non déclarantes et comme Comptes exclus (...)“.

La Commission des Finances et du Budget décide de reprendre ce texte reformulé.

Selon le Conseil d'Etat, il importe, par ailleurs, tout comme l'a relevé la Chambre de commerce dans son avis, que le règlement grand-ducal évoqué au paragraphe 4 soit pris dans les meilleurs délais, notamment en ce qui concerne les juridictions tierces à l'Union européenne avec lesquelles le Luxembourg entend mettre en oeuvre l'échange automatique, ainsi que l'échéancier de cette mise en oeuvre. De même, il conviendrait que ce règlement soit, en ce qui concerne les Institutions non déclarantes et les Comptes exclus, dans un rapport de stricte cohérence avec les dispositions FATCA.

#### *Article 3 (article 4 initial)*

Cet article reprend les sanctions spécifiques prévues par la loi relative à FATCA lorsqu'une Institution financière déclarante ne respecte pas les obligations d'identification et de déclaration qui lui incombent.

Chaque Institution financière déclarante doit procéder à l'identification des Titulaires de compte en conformité avec les règles de diligence raisonnable et mettre en place les mécanismes nécessaires afin de communiquer les informations à l'Administration des contributions directes. A défaut, elle pourra encourir une amende administrative fiscale d'un montant allant jusqu'à 250.000 euros.

L'Institution financière déclarante doit également s'acquitter de ses obligations de communication envers l'Administration des contributions directes. A défaut, elle pourra se voir infliger une amende administrative fiscale d'un maximum de 0,5% des montants qui auraient dû être communiqués. Il convient de préciser que même dans l'hypothèse où les montants à déclarer s'élèvent à zéro, l'Institution financière déclarante est tenue de communiquer un message à valeur zéro. Pour cette raison, l'amende administrative fiscale ne peut pas être inférieure à 1.500 euros. (amendement gouvernemental 5)

Dans son avis, le Conseil d'Etat signale que, si, en principe, la notion de diligence raisonnable reprise au paragraphe 1<sup>er</sup> renvoie à une obligation de moyens, dont le non-respect est souvent difficile à apprécier, il peut cependant s'accommoder du mécanisme prévu, dans la mesure où l'annexe livre une description suffisamment détaillée pour pouvoir circonscrire, avec la rigueur juridique requise permettant de fonder une sanction, les renseignements que les institutions concernées doivent s'efforcer de rassembler, sachant que la mauvaise foi du client et les mensonges et omissions conscientes ou négligentes de ce dernier devraient constituer une circonstance atténuante, sinon exclusive de la responsabilité de l'institution en question. Faisant suite aux observations de la Chambre de commerce dans son avis, le Conseil d'Etat suggère, dans le cadre de l'application concrète de cette disposition, que soient prises en compte les recommandations émises par le groupe d'experts compétent auprès de la Commission européenne et visant à instaurer une période de dialogue initiale entre les autorités compétentes et les institutions financières concernées. Ainsi, pendant cette période, tout manquement éventuel serait apprécié à l'aune des efforts réalisés de bonne foi par tous ceux ayant l'obligation d'appliquer les procédures prescrites.

Plus généralement, le Conseil d'Etat rappelle par ailleurs que les mécanismes en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et en matière de collecte des données nécessaires pour se conformer à FATCA fonctionnent de manière comparable.

#### *Article 4 nouveau*

Cet article nouveau est inséré par le biais de l'amendement gouvernemental 6. Afin d'entériner l'engagement politique pris par le Ministre des Finances par la signature de l'accord multilatéral entre autorités compétentes et de lui donner force de loi en droit interne luxembourgeois, il convient de modifier le projet de loi initial et d'y intégrer une disposition spécifique autorisant et obligeant l'Administration des contributions directes à échanger avec l'autorité compétente d'une autre juridiction des renseignements relatifs aux comptes financiers conformément à la Norme commune de déclaration (NCD), telle que définie aux annexes I et II.

Pour des raisons de simplification, le projet de loi amendé prévoit de regrouper toutes les dispositions concernant l'échange automatique de renseignements dans un seul texte. Les dispositions de la directive 2014/107/UE qui visent l'échange selon la NCD entre Etats membres de l'UE sont donc transposées

dans la nouvelle loi relative à la NCD et non pas dans la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal (v. nouvel article 8).

Le nouvel article 4 oblige l'Administration des contributions directes à communiquer ces informations aux Etats membres de l'Union européenne ainsi qu'aux autres Juridictions soumises à déclaration dont la liste est publiée par règlement grand-ducal (v. définition à l'annexe I, Section VIII, point D. 4).

Dans un souci de clarté et de cohérence avec la structure de la Norme commune de déclaration (également reprise par la directive modifiée 2011/16/UE), les informations à échanger par l'Administration des contributions directes sont mentionnées dans le dispositif du projet de loi. Elles correspondent à celles communiquées par les Institutions financières déclarantes luxembourgeoises et énumérés à l'annexe I, Section I.

Le Conseil d'Etat constate que cet article vise à donner force de loi à l'engagement politique issu de la signature par le ministre des Finances de l'Accord multilatéral entre autorités compétentes. Dès lors, il autorise et oblige l'Administration des contributions directes à échanger, avec l'autorité compétente d'une autre juridiction, des renseignements relatifs aux comptes financiers conformément à la Norme commune de déclaration telle qu'elle est définie aux annexes I et II du projet de loi. Ce faisant, l'article sous avis transpose également la directive 2014/107/UE, laquelle vise l'échange de renseignements entre Etats membres selon la Norme commune de déclaration. Dans ce cadre, le Conseil d'Etat note, après examen, que le projet sous avis restitue correctement les dispositions de la directive et de l'Accord multilatéral précités.

Il apparaît en outre que les dispositions concernant l'échange automatique d'information sont ainsi regroupées dans un seul texte. Le Conseil d'Etat prend note de ce souci de simplification et de cohérence, lequel se traduit par ailleurs par l'indication détaillée, dans le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 4 sous avis, des informations à communiquer dans ce contexte par l'Administration des contributions directes.

Le paragraphe 3 précise que le montant et la qualification des versements effectués au titre d'un Compte déclarable sont déterminés conformément à la législation luxembourgeoise. Le Conseil d'Etat en déduit en conséquence que le Luxembourg ne sera pas tenu par l'analyse faite dans ce contexte par l'autorité compétente d'une autre juridiction.

Le paragraphe 4 fait prévaloir les dispositions de la loi en projet sur celles de la loi modifiée du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts, dès lors que l'échange des informations en cause relèverait du champ d'application de cette loi. Cette disposition n'appelle pas d'observation particulière de la part du Conseil d'Etat, eu égard notamment à la proposition de la Commission européenne d'abroger la directive 2003/48/CE2.

#### *Article 5*

Cet article reprend les dispositions en matière de confidentialité et de protection des données à caractère personnel telles que prévues par la loi relative à FATCA.

Il précise que les informations à échanger sont traitées de manière confidentielle et ne peuvent pas être utilisées à d'autres fins que celles prévues par l'Accord et la Loi. Les informations transmises par les Institutions financières à l'Administration des contributions directes en vue de l'échange automatique à des fins fiscales avec d'autres juridictions ne peuvent donc pas être utilisées à des fins d'imposition au Luxembourg. Des canaux de transmission sécurisés sont à mettre en place à la fois pour les flux d'informations entre les deux autorités compétentes et pour ceux entre l'Administration des contributions directes et les Institutions financières luxembourgeoises.

Les paragraphes 2 à 5 visent à garantir le droit à la protection des données à caractère personnel tel qu'il est prévu au sein de l'UE et consacré par la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. L'Administration des contributions directes ou les Institutions financières déclarantes luxembourgeoises sont tenues d'informer les personnes physiques concernées de tous les manquements à la sécurité qui sont susceptibles de porter atteinte à la protection de leurs données à caractère personnel ou de leur vie privée.

L'Administration des contributions directes et les Institutions financières déclarantes luxembourgeoises sont les responsables du traitement des données qu'elles mettent en oeuvre et sont, à ce titre, soumises aux dispositions de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Les Institutions financières déclarantes luxembourgeoises, en tant que responsables du traitement des données, sont également tenues de respecter le droit à l'information des personnes physiques concernées, tel que consacré en droit interne luxembourgeois.

Les informations traitées ne peuvent pas être conservées plus longtemps que nécessaire aux fins de l'Accord et de la Loi et en conformité avec les règles en matière de délai de prescription applicables au responsable du traitement des données concerné. En vertu de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre la blanchiment et le financement du terrorisme, les professionnels soumis aux obligations de vigilance sont tenus de conserver les documents et informations y relatifs pendant au moins cinq ans après la fin de la relation d'affaires avec le client, sans préjudice de délais de conservation plus longs prescrits par d'autres lois. En matière commerciale et fiscale, les documents et informations sont à conserver pendant au moins dix ans (article 16 du Code de commerce, § 162 de la loi générale des impôts).

Par le biais de l'amendement gouvernemental 7, les mots „l'Accord et la Loi“ et „l'Accord et de la Loi“ sont remplacés par ceux de „la présente loi“ dans les articles 5 et 6. Comme le projet de loi amendé ne porte plus approbation de l'Accord, il n'y a plus lieu de s'y référer dans les articles en question.

Le Conseil d'Etat constate que cet article suit le modèle des dispositions régissant le système FATCA en la matière et n'appelle pas d'observation de sa part.

Le Conseil d'Etat rappelle à l'égard du paragraphe 4, alinéa 2, que, dans un texte de loi, l'emploi de tirets est à éviter, la référence aux dispositions qu'ils introduisent étant malaisée, tout spécialement à la suite d'ajouts ou de suppressions de tirets ou de signes à l'occasion de modifications ultérieures. Lorsqu'il s'agit d'une énumération, il y a lieu de remplacer ces tirets par des points énumératifs, caractérisés par un numéro suivi d'un point (1., 2., 3., ...) ou par des lettres minuscules suivies d'une parenthèse fermante (a), b), c), ...).

La Commission des Finances et du Budget suit la recommandation du Conseil d'Etat en remplaçant les tirets par des lettres minuscules.

#### *Article 6*

Cet article reprend les procédures de vérification telles que prévues par la loi relative à FATCA.

Afin d'assurer la conformité du Luxembourg avec les obligations découlant de l'Accord et de la Loi, l'Administration des contributions directes est autorisée à contrôler le respect des règles en matière de diligence raisonnable définies aux annexes I et II et à vérifier le fonctionnement des mécanismes, notamment des systèmes informatiques, mis en place par les Institutions financières déclarantes en vue de la communication des informations.

Elle vérifie également si les Institutions financières déclarantes n'adoptent pas de pratiques ayant pour but de contourner la communication d'informations.

Le secret professionnel vis-à-vis de l'Administration des contributions directes reste préservé et garanti dans la mesure où les informations recueillies lors d'un tel contrôle peuvent uniquement servir à l'application de l'Accord et de la Loi et ne peuvent pas être utilisées à des fins d'imposition au Luxembourg.

Le paragraphe 2 précise que l'Administration des contributions directes conserve les pouvoirs d'investigation propres qu'elle met en oeuvre dans le cadre et dans les limites de la procédure d'investigation et de détermination des impôts, droits et taxes internes luxembourgeois.

Le texte de cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans la mesure où les procédures et pouvoirs de vérification de l'Administration des contributions directes à l'égard des Institutions déclarantes reproduisent également le système FATCA.

Le Conseil d'Etat souligne dans ce contexte que ni les données recueillies par l'Administration des contributions directes dans le contexte de la Norme commune de déclaration, ni ses pouvoirs d'investigation découlant de la loi en projet, ne doivent servir à d'autres fins que celles circonscrites de façon restrictive par le texte. Notamment, ils ne peuvent pas fonder un droit d'imposition au Luxembourg sur base des informations ainsi recueillies.

#### *Article 7*

Cet article ne soulève pas de commentaires particuliers.

Dans la mesure où cet article reprend la rédaction de l'article 5 de la loi du 24 juillet 2015 relative à FATCA, il n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat.

#### *Chapitre 5 et article 8 initial supprimés*

Cet article prévoyait l'approbation de l'Accord multilatéral entre Autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers, signé à Berlin le 29 octobre 2014. Au 4 juin 2015, 61 juridictions avaient signé cet Accord.

Comme le projet de loi amendé ne porte plus approbation de l'Accord pour les motifs invoqués sous l'amendement 1, il y a lieu de supprimer la disposition y relative (amendement gouvernemental 8). Les chapitres suivants sont renumérotés.

#### *Article 8 (article 9 initial)*

Cet article transpose la directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal et modifie la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal (la „Loi“).

Il oblige l'Administration des contributions directes à communiquer à l'autorité compétente des autres Etats membre, dans le cadre de l'échange automatique, les renseignements relatifs aux comptes financiers conformément à la NCD. Il introduit également des obligations en matière de protection des données à caractère personnel s'imposant à l'Administration des contributions directes.

Comme ces mêmes obligations incombent à l'Administration des contributions directes dans le cadre de l'échange automatique non seulement avec les Etats membres de l'Union européenne, mais également avec les autres Juridictions partenaires, des dispositions identiques sont reprises à l'article 5 du présent projet de loi.

L'article est modifié par le biais de l'amendement gouvernemental 9. Les dispositions supprimées visant l'échange conformément à la NCD ont été transposées à l'article 4 du projet de loi. Dans la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal ne sont transposées que les dispositions qui s'appliquent aux autres types d'échange de renseignements prévus par la directive 2011/16/UE initial.

Le Conseil d'Etat note qu'en dehors des adaptations nécessaires en vue d'assurer un bon agencement avec les textes modifiés, la reproduction en elle-même du prescrit de cette directive n'appelle pas d'observation particulière, sauf à réitérer la modification déjà suggérée ci-dessus quant à la terminologie nouvelle en matière de données personnelles.

#### *Articles 9 et 10 (articles 10 et 11 initiaux)*

L'article 9, qui fixe l'entrée en vigueur du projet de loi sous avis, retient le calendrier ambitieux prévu par les autorités luxembourgeoises, à savoir que les premiers échanges entre administrations fiscales auront lieu en 2017 pour les informations financières portant sur l'exercice 2016. Il s'ensuit que les institutions financières concernées devront avoir leurs systèmes informatiques au point pour fin décembre 2015.

Le Conseil d'Etat signale qu'il est dès lors d'autant plus urgent de fixer les listes des Institutions non déclarantes et Comptes exclus qui, d'après l'article 2, paragraphe 4, du présent projet de loi, sont à déterminer par règlement grand-ducal. Ce caractère d'urgence est également souligné par la Chambre de commerce dans son avis, lequel déclare essentielle l'entrée en vigueur „dans les meilleurs délais“ de la loi qui sera issue du projet sous avis.

#### *Modification de l'annexe I*

L'annexe I est modifiée par le biais de l'amendement gouvernemental 10. Les points 1 et 3 de l'amendement ne soulèvent pas d'observation particulière.

Quant au point 2, la traduction française de l'annexe I de la directive 2014/107/UE telle que reprise par le projet de loi initiale comporte une erreur matérielle. Elle diverge par rapport à la version anglaise qui reprend exactement les termes de la Norme commune de déclaration. Il convient partant d'aligner l'annexe I à la version anglaise.

Le Conseil d'Etat note que la correction de l'erreur matérielle relevée par la Chambre de commerce dans son avis, concernant l'annexe I, section III, point B 6) b) du projet sous avis, est désormais sans

objet, les auteurs du projet de loi sous avis ayant procédé à ladite correction dans le cadre des amendements au projet (cf. précisément amendement 10). Ceux-ci indiquent avoir aligné le contenu de l'annexe I sur sa version anglaise. Le Conseil d'Etat relève que l'erreur indexée résulte de la transposition fidèle de la version française de la directive 2014/107/UE, laquelle reste en l'état et devrait donc être modifiée par les instances compétentes de l'Union afin d'éviter tout risque de contestation.

Pour le reste et en dehors des adaptations ponctuelles nécessaires au bon agencement du contenu des annexes avec le présent projet de loi, le Conseil d'Etat ne relève aucune discordance entre les annexes I et II de la directive 2014/107/UE et les annexes I et II au projet de loi.

*Annexe III supprimée*

Comme le projet de loi amendé ne porte plus approbation de l'Accord pour les motifs invoqués sous l'amendement 1, l'annexe III est devenue superflue. (amendement gouvernemental 11)

\*

## 5. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION PARLEMENTAIRE

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Finances et du Budget recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi n° 6858 dans la teneur qui suit:

\*

### PROJET DE LOI

#### **concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale et portant**

- 1. transposition de la directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal;**
- 2. modification de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal**

#### **Chapitre 1<sup>er</sup> – Définitions**

**Art. 1<sup>er</sup>.** (1) Les termes employés dans la présente loi et commençant par une majuscule s'entendent selon le sens que leur attribuent les définitions correspondantes de l'annexe I.

(2) Par numéro d'identification fiscale (NIF) luxembourgeois, il y a lieu d'entendre, en ce qui concerne les personnes physiques, le numéro d'identification au sens de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques et en ce qui concerne les personnes morales, le numéro d'identité au sens de la loi modifiée du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales.

#### **Chapitre 2 – Obligations de déclaration et de diligence raisonnable et modalités des communications**

**Art. 2.** (1) Les Institutions financières déclarantes luxembourgeoises sont tenues d'appliquer les règles en matière de déclaration et de diligence raisonnable énoncées dans les annexes I et II de la présente loi.

(2) Les Institutions financières déclarantes luxembourgeoises communiquent à l'Administration des contributions directes, dans le cadre de l'échange automatique, les informations définies dans l'annexe I.

(3) Les informations sont à fournir, annuellement, dans la forme prescrite jusqu'au 30 juin suivant la fin de l'année civile à laquelle les informations se rapportent.

(4) La liste des entités et des comptes qui doivent être considérés respectivement comme Institutions financières non déclarantes et comme Comptes exclus, la liste des Juridictions soumises à déclaration et la liste des Juridictions partenaires sont établies par règlement grand-ducal.

**Art. 3.** (1) En cas de défaut de respect des règles en matière de diligence raisonnable ou en cas de défaut de mise en place de mécanismes en vue de la communication d'informations, l'Institution financière déclarante luxembourgeoise peut encourir une amende d'un maximum de 250.000 euros.

(2) En cas de défaut de communication, de communication tardive, incomplète ou inexacte d'informations, l'Institution financière déclarante luxembourgeoise peut encourir une amende d'un maximum de 0,5 pour cent des montants qui auraient dû être communiqués sans pouvoir être inférieure à 1.500 euros.

(3) Ces amendes sont fixées par le bureau de la retenue d'impôt sur les intérêts.

(4) Contre cette décision, un recours en réformation est ouvert devant le tribunal administratif à l'Institution financière déclarante luxembourgeoise.

**Art. 4.** (1) Conformément aux règles applicables en matière de déclaration et de diligence raisonnable énoncées dans les annexes I et II de la présente loi, l'Administration des contributions directes communique à l'autorité compétente d'une Juridiction soumise à déclaration, dans le cadre de l'échange automatique et dans le délai fixé au paragraphe 2, les informations suivantes se rapportant aux périodes d'imposition à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 en ce qui concerne un Compte déclarable;

- a) le nom, l'adresse, le ou les NIF et la date et le lieu de naissance (dans le cas d'une personne physique) de chaque Personne devant faire l'objet d'une déclaration qui est un Titulaire de ce compte et, dans le cas d'une Entité qui est Titulaire de ce compte et pour laquelle, après application des régies en matière de diligence raisonnable cohérentes avec les annexes, il apparaît qu'une ou plusieurs Personnes qui en détiennent le contrôle sont des Personnes devant faire l'objet d'une déclaration, le nom, l'adresse et le ou les NIF de cette Entité ainsi que le nom, l'adresse et le ou les NIF et la date et le lieu de naissance de chacune de ces Personnes devant faire l'objet d'une déclaration;
- b) le numéro de compte (ou son équivalent fonctionnel en l'absence de numéro de compte);
- c) le nom et le numéro d'identification (éventuel) de l'Institution financière déclarante;
- d) le solde ou la valeur portée sur le compte (y compris, dans le cas d'un Contrat d'assurance avec valeur de rachat ou d'un Contrat de rente, la Valeur de rachat) à la fin de l'année civile considérée ou d'une autre période de référence adéquate ou, si le compte a été clos au cours de l'année ou de la période en question, la clôture du compte;
- e) dans le cas d'un Compte conservateur:
  - i) le montant brut total des intérêts, le montant brut total des dividendes et le montant brut total des autres revenus produits par les actifs détenus sur le compte, versés ou crédités sur le compte (ou au titre du compte) au cours de l'année civile ou d'une autre période de référence adéquate; et
  - ii) le produit brut total de la vente ou du rachat des Actifs financiers versés ou crédités sur le compte au cours de l'année civile ou d'une autre période de référence adéquate au titre de laquelle l'Institution financière déclarante a agi en tant que dépositaire, courtier, prête-nom ou représentant du Titulaire du compte;
- f) dans le cas d'un Compte de dépôt, le montant brut total des intérêts versés ou crédités sur le compte au cours de l'année civile ou d'une autre période de référence adéquate; et
- g) dans le cas d'un compte qui n'est pas visé au point e) ou f), le montant brut total versé au Titulaire du compte ou porté à son crédit au titre de ce compte, au cours de l'année civile ou d'une autre période de référence adéquate, dont l'Institution financière déclarante est la débitrice, y compris le montant total de toutes les sommes remboursées au Titulaire du compte au cours de l'année civile ou d'une autre période de référence adéquate.

(2) La communication des informations est effectuée, annuellement, jusqu'au 30 septembre suivant la fin de l'année civile à laquelle les informations se rapportent.

(3) Sauf dispositions contraires figurant dans la présente loi, le montant et la qualification des versements effectués au titre d'un Compte déclarable sont déterminés conformément à la législation luxembourgeoise.

(4) Les présentes dispositions prévalent sur les dispositions de la loi modifiée du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts, dès lors que l'échange des informations considérées relèverait du champ d'application de cette loi.

### **Chapitre 3 – Confidentialité et protection des données à caractère personnel**

**Art. 5.** (1) Le traitement des informations à communiquer aux Juridictions soumises à déclaration ou reçues de la part d'une Juridiction partenaire se fait sous garantie d'un accès sécurisé, limité et contrôlé. Les informations ne peuvent être utilisées qu'aux fins prévues par la présente loi.

(2) L'Administration des contributions directes ou les Institutions financières déclarantes luxembourgeoises informent chaque personne physique devant faire l'objet d'une déclaration de tout manquement à la sécurité concernant ses données lorsque ces manquements sont susceptibles de porter atteinte à la protection de ses données à caractère personnel ou de sa vie privée.

(3) L'Administration des contributions directes et les Institutions financières déclarantes luxembourgeoises sont considérées comme étant les responsables du traitement des données aux fins de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, chacune pour le traitement qu'elle met en oeuvre.

(4) L'Institution financière déclarante luxembourgeoise doit faire savoir à chaque personne physique concernée devant faire l'objet d'une déclaration à l'Administration des contributions directes que les informations la concernant seront recueillies et transférées conformément à la présente loi.

Conformément à l'article 26 de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, l'Institution financière déclarante luxembourgeoise doit communiquer à cette personne toutes les informations suivant lesquelles:

- a) l'Institution financière luxembourgeoise est responsable d'un traitement de données à caractère personnel la concernant;
- b) les données à caractère personnel sont destinées aux finalités prévues dans la présente loi;
- c) les données seront susceptibles d'être communiquées à l'Administration des contributions directes, ainsi qu'à l'Autorité compétente d'une Juridiction soumise à déclaration;
- d) la réponse aux questions est obligatoire, ainsi que les conséquences éventuelles d'un défaut de réponse;
- e) la personne concernée dispose d'un droit d'accès aux données communiquées à l'Administration des contributions directes et de rectification de ces données.

(5) Les informations traitées conformément à la présente loi ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire aux fins de la présente loi et, dans tous les cas, conformément aux dispositions légales applicables au responsable du traitement des données concernant le régime de prescription.

### **Chapitre 4 – Procédures de vérification**

**Art. 6.** (1) Sans préjudice du paragraphe 178bis de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931, l'Administration des contributions directes contrôle le respect des règles en matière de diligence raisonnable et vérifie le fonctionnement des mécanismes mis en place par les Institutions financières luxembourgeoises en vue de la communication d'informations. Elle vérifie si les Institutions financières luxembourgeoises n'adoptent pas de pratiques ayant pour but de contourner la communication d'informations. Toutes les informations recueillies lors d'un tel contrôle ne peuvent être utilisées qu'aux fins de l'application de la présente loi.

(2) L'Administration des contributions directes dispose des mêmes pouvoirs d'investigation que ceux mis en oeuvre dans le cadre des procédures d'imposition tendant à la fixation ou au contrôle des impôts, droits et taxes, avec toutes les garanties y prévues.

**Art. 7.** Dans tous les cas où la présente loi n'en dispose autrement, les dispositions de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934 et de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 s'appliquent à la communication automatique d'informations.

### **Chapitre 5 – Dispositions modificatives**

**Art. 8.** La loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal est modifiée et complétée comme suit:

1° A l'article 2, la lettre p) est remplacée par le libellé suivant:

„p) „échange automatique“: la communication systématique, sans demande préalable, à intervalles réguliers préalablement fixés, d'informations prédéfinies concernant des personnes résidant dans d'autres Etats membres, à l'Etat membre de résidence concerné. Dans le cadre de l'article 9bis, les informations disponibles désignent des informations figurant dans les dossiers fiscaux de l'Etat membre qui communique les informations et pouvant être consultées conformément aux procédures de collecte et de traitement des informations applicables dans cet Etat membre.

2° L'article 21 est complété par un paragraphe 3 libellé comme suit:

„(3) L'Administration des contributions directes informe chaque personne physique devant faire l'objet d'une déclaration de tout manquement à la sécurité concernant ses données lorsque ces manquements sont susceptibles de porter atteinte à la protection de ses données à caractère personnel ou de sa vie privée.“

3° L'article 23 est modifié comme suit:

„(2) L'Administration des contributions directes est considérée comme étant le responsable du traitement des données aux fins de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel pour le traitement qu'elle met en oeuvre.“

### **Chapitre 6 – Mise en vigueur**

**Art. 9.** La présente loi est applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

**Art. 10.** La référence à la présente loi se fait sous une forme abrégée en recourant à l'intitulé suivant: „loi du ... relative à la Norme commune de déclaration (NCD)“.

## ANNEXE I

**Règles en matière de déclaration et de diligence raisonnable  
concernant les informations relatives aux comptes financiers**

La présente annexe énonce les règles en matière de déclaration et de diligence raisonnable qui doivent être appliquées par les Institutions financières déclarantes luxembourgeoises afin de permettre au Luxembourg de communiquer, par échange automatique, les informations visées par l'article 4 de la présente loi.

*Section I – Obligations générales de déclaration*

A. Sous réserve des points C à D, chaque Institution financière déclarante doit déclarer à l'Administration des contributions directes les informations suivantes concernant chaque Compte déclarable de ladite Institution:

- 1) le nom, l'adresse, la ou les juridiction(s) de résidence, le ou les numéro(s) d'identification fiscale (NIF) et la date et le lieu de naissance (dans le cas d'une personne physique) de chaque Personne devant faire l'objet d'une déclaration qui est Titulaire de ce compte et, dans le cas d'une Entité qui est Titulaire de ce compte et pour laquelle, après application des procédures de diligence raisonnable conformément aux sections V, VI et VII, il apparaît qu'une ou plusieurs Personnes qui en détiennent le contrôle sont des Personnes devant faire l'objet d'une déclaration, le nom, l'adresse, la ou les juridiction(s) de résidence et le ou les NIF de cette Entité ainsi que le nom, l'adresse, la ou les juridiction(s) de résidence et le ou les NIF et les date et lieu de naissance de chacune de ces Personnes devant faire l'objet d'une déclaration;
- 2) le numéro de compte (ou son équivalent fonctionnel en l'absence de numéro de compte);
- 3) le nom et le numéro d'identification (éventuel) de l'Institution financière déclarante;
- 4) le solde ou la valeur portée sur le compte (y compris, dans le cas d'un Contrat d'assurance avec valeur de rachat ou d'un Contrat de rente, la Valeur de rachat) à la fin de l'année civile considérée ou d'une autre période de référence adéquate ou, si le compte a été clos au cours de l'année ou de la période en question, la clôture du compte;
- 5) dans le cas d'un Compte conservateur:
  - a) le montant brut total des intérêts, le montant brut total des dividendes et le montant brut total des autres revenus produits par les actifs détenus sur le compte, versés ou crédités sur le compte (ou au titre du compte) au cours de l'année civile ou d'une autre période de référence adéquate; et
  - b) le produit brut total de la vente ou du rachat d'Actifs financiers versé ou crédité sur le compte au cours de l'année civile ou d'une autre période de référence adéquate au titre de laquelle l'Institution financière déclarante a agi en tant que dépositaire, courtier, prête-nom ou représentant du Titulaire du compte;
- 6) dans le cas d'un Compte de dépôt, le montant brut total des intérêts versés ou crédités sur le compte au cours de l'année civile ou d'une autre période de référence adéquate; et
- 7) dans le cas d'un compte qui n'est pas visé aux points A 5) ou A 6), le montant brut total versé au Titulaire du compte ou porté à son crédit, au cours de l'année civile ou d'une autre période de référence adéquate, dont l'Institution financière déclarante est la débitrice, y compris le montant total de toutes les sommes remboursées au Titulaire du compte au cours de l'année civile ou d'une autre période de référence adéquate.

B. Les informations déclarées doivent indiquer la monnaie dans laquelle chaque montant est libellé.

C. Nonobstant le point A 1), s'agissant de chaque Compte déclarable qui est un Compte préexistant, le ou les NIF, la date de naissance ou le lieu de naissance n'ont pas à être communiqués s'ils ne figurent pas dans les dossiers de l'Institution financière déclarante. Toutefois, une Institution financière déclarante est tenue de déployer des efforts raisonnables pour se procurer le ou les NIF, la date de naissance et le lieu de naissance concernant des Comptes préexistants avant la fin de la deuxième année civile qui suit l'année durant laquelle ces Comptes préexistants ont été identifiés en tant que Comptes déclarables.

D. Nonobstant le point A 1), le NIF n'a pas à être communiqué si la juridiction de résidence n'a pas émis de NIF.

*Section II – Obligations générales de diligence raisonnable*

A. Un compte est considéré comme un Compte déclarable à partir de la date à laquelle il est identifié comme tel en application des procédures de diligence raisonnable énoncées dans les sections II à VII et, sauf dispositions contraires, les informations relatives à un Compte déclarable doivent être transmises, annuellement, dans la forme prescrite, jusqu'au 30 juin suivant la fin de l'année civile à laquelle les informations se rapportent.

B. Une Institution financière déclarante qui, aux termes des procédures de diligence raisonnable énoncées dans les sections II à VII, identifie un compte comme étant un Compte étranger qui n'est pas déclarable au moment où les procédures de diligence raisonnable sont appliquées, peut se fier au résultat de ces procédures pour se conformer à ses obligations déclaratives futures.

C. Le solde ou la valeur d'un compte correspond à son solde ou à sa valeur le dernier jour de l'année civile ou d'une autre période de référence adéquate.

D. Lorsqu'un solde ou un seuil de valeur doit être déterminé le dernier jour d'une année civile, le solde ou le seuil de valeur considéré doit être déterminé le dernier jour de la période de déclaration qui se termine à la fin de cette année civile ou pendant cette année civile.

E. Les Institutions financières déclarantes sont autorisées à faire appel à des prestataires de service pour s'acquitter des obligations en matière de déclaration et de diligence raisonnable qui leur sont imposées, ces obligations restant toutefois du domaine de la responsabilité des Institutions financières déclarantes.

F. Les Institutions financières déclarantes sont autorisées à appliquer aux Comptes préexistants les procédures de diligence raisonnable prévues pour les Nouveaux comptes, et à appliquer aux Comptes de faible valeur celles prévues pour les Comptes de valeur élevée.

*Section III – Procédures de diligence raisonnable applicables  
aux comptes de personnes physiques préexistants*

**A. Introduction.** Les procédures suivantes s'appliquent concernant les Comptes de personnes physiques préexistants.

**B. Comptes de faible valeur.** Les procédures suivantes s'appliquent concernant les Comptes de faible valeur.

**1) Adresse de résidence.** Si l'Institution financière déclarante a dans ses dossiers une adresse de résidence actuelle du titulaire de Compte individuel basée sur des Pièces justificatives, elle peut considérer ce Titulaire de compte comme étant résident, à des fins fiscales, de la juridiction dans laquelle se situe l'adresse dans le but de déterminer si ce Titulaire est une Personne devant faire l'objet d'une déclaration.

**2) Recherche par voie électronique.** Si l'Institution financière déclarante n'utilise pas une adresse de résidence actuelle du Titulaire de compte individuel basée sur des Pièces justificatives comme énoncé au point 1), elle doit examiner les données pouvant faire l'objet de recherches par voie électronique qu'elle conserve en vue de déceler un ou plusieurs des indices suivants et appliquer les points B 3) à B 6):

- a) identification du Titulaire du compte comme résident d'une Juridiction étrangère;
- b) adresse postale ou de résidence actuelle (y compris une boîte postale) dans une Juridiction étrangère;
- c) un ou plusieurs numéros de téléphone dans une Juridiction étrangère et aucun numéro de téléphone au Luxembourg;
- d) ordre de virement permanent (sauf sur un Compte de dépôt) sur un compte géré dans une Juridiction étrangère;
- e) procuration ou délégation de signature en cours de validité accordée à une personne dont l'adresse est située dans une Juridiction étrangère; ou

- f) adresse portant la mention „poste restante“ ou „à l'attention de“ dans une Juridiction étrangère si l'Institution financière déclarante n'a pas d'autre adresse enregistrée pour le Titulaire du compte.
- 3) Si l'examen des données par voie électronique ne révèle aucun des indices énumérés au point B 2), aucune nouvelle démarche n'est requise jusqu'à ce qu'un changement de circonstances se produise et ait pour conséquence qu'un ou plusieurs indices soient associés à ce compte, ou que ce compte devienne un Compte de valeur élevée.
- 4) Si l'examen des données par voie électronique révèle un des indices énumérés aux points B 2) a) à B 2) e), ou si un changement de circonstances intervient qui se traduit par un ou plusieurs indices associés à ce compte, l'Institution financière déclarante est tenue de traiter le Titulaire du compte comme un résident à des fins fiscales de chacune des Juridictions étrangères pour lesquelles un indice est identifié, à moins qu'elle choisisse d'appliquer le point B 6) et qu'une des exceptions dudit point s'applique à ce compte.
- 5) Si la mention „poste restante“ ou „à l'attention de“ figure dans le dossier électronique et qu'aucune autre adresse et aucun des autres indices énumérés aux points B 2) a) à B 2) e) ne sont découverts pour le Titulaire du compte, l'Institution financière déclarante doit, dans l'ordre le plus approprié aux circonstances, effectuer la recherche dans les dossiers papier énoncée au point C 2) ou s'efforcer d'obtenir du Titulaire du compte une auto-certification ou des Pièces justificatives établissant l'adresse ou les adresses de résidence à des fins fiscales de ce Titulaire. Si la recherche dans les dossiers papier ne révèle aucun indice et si la tentative d'obtenir l'auto-certification ou les Pièces justificatives échoue, l'Institution financière déclarante doit déclarer le compte en tant que compte non documenté à l'Administration des contributions directes.
- 6) Nonobstant la découverte d'indices mentionnés au point B 2), une Institution financière déclarante n'est pas tenue de considérer un Titulaire de compte comme résident d'une Juridiction étrangère dans les cas suivants:
- a) les informations sur le Titulaire du compte comprennent une adresse postale ou de résidence actuelle dans la Juridiction étrangère concernée, un ou plusieurs numéros de téléphone dans la Juridiction étrangère concernée (et aucun numéro de téléphone au Luxembourg) ou des ordres de virement permanents (concernant des comptes financiers autres que des comptes de dépôt) sur un compte géré dans une Juridiction étrangère et l'Institution financière déclarante obtient, ou a auparavant examiné, et conserve une copie des documents suivants:
    - i) une auto-certification émanant du Titulaire du compte de la juridiction ou des juridictions où il réside qui ne mentionne pas la Juridiction étrangère concernée; et
    - ii) une Pièce justificative qui établit que la résidence du Titulaire du compte à des fins fiscales n'est pas la Juridiction étrangère concernée;
  - b) les informations sur le Titulaire du compte comprennent une procuration ou une délégation de signature en cours de validité accordée à une personne dont l'adresse est située dans la Juridiction étrangère concernée et l'Institution financière déclarante obtient, ou a auparavant examiné, et conserve une copie des documents suivants:
    - i) une auto-certification émanant du Titulaire du compte de la juridiction ou des juridictions où il réside qui ne mentionne pas la Juridiction étrangère concernée; ou
    - ii) une Pièce justificative qui établit que la résidence du Titulaire du compte à des fins fiscales n'est pas la Juridiction étrangère concernée.

**C. Procédures d'examen approfondi pour les Comptes de valeur élevée.** Les procédures d'examen approfondi suivantes s'appliquent aux Comptes de valeur élevée.

- 1) **Recherche par voie électronique.** S'agissant des Comptes de valeur élevée, l'Institution financière déclarante est tenue d'examiner les données qu'elle détient et qui peuvent faire l'objet de recherches par voie électronique en vue de déceler l'un des indices énoncés au point B 2).
- 2) **Recherche dans les dossiers papier.** Si les bases de données de l'Institution financière déclarante pouvant faire l'objet de recherches par voie électronique contiennent des champs comprenant toutes les informations énoncées au point C 3) et permettent d'en appréhender le contenu, aucune autre recherche dans les dossiers papier n'est requise. Si ces bases de données ne contiennent pas toutes ces informations, l'Institution financière déclarante est également tenue, pour un Compte de valeur

élevée, d'examiner le dossier principal actuel du client et, dans la mesure où ces informations n'y figurent pas, les documents suivants associés au compte et obtenus par l'Institution financière déclarante au cours des cinq années précédentes en vue de rechercher un des indices énoncés au point B 2):

- a) les Pièces justificatives collectées le plus récemment concernant le compte;
- b) la convention ou le document d'ouverture de compte le plus récent;
- c) la documentation la plus récente obtenue par l'Institution financière déclarante en application des Procédures visant à identifier les clients et à lutter contre le blanchiment (AML/KYC) ou pour d'autres raisons légales;
- d) toute procuration ou délégation de signature en cours de validité; et
- e) tout ordre de virement permanent (sauf pour un Compte de dépôt) en cours de validité.

**3) Exception applicable dans le cas où les bases de données contiennent suffisamment d'informations.** Une Institution financière déclarante n'est pas tenue d'effectuer les recherches dans les dossiers papier énoncés au point C 2) si les informations de ladite institution pouvant faire l'objet de recherches par voie électronique comprennent les éléments suivants:

- a) la situation du Titulaire du compte en matière de résidence;
- b) l'adresse de résidence et l'adresse postale du Titulaire du compte qui figurent au dossier de l'Institution financière déclarante;
- c) le(s) numéro(s) de téléphone éventuel(s) du Titulaire du compte qui figure(nt) au dossier de l'Institution financière déclarante;
- d) dans le cas de Comptes financiers autres que des Comptes de dépôt, un éventuel ordre de virement permanent depuis le compte vers un autre compte (y compris un compte auprès d'une autre succursale de l'Institution financière déclarante ou d'une autre Institution financière);
- e) une éventuelle adresse portant la mention „poste restante“ ou „à l'attention de“ pour le Titulaire du compte; et
- f) une éventuelle procuration ou délégation de signature sur le compte.

**4) Prise de renseignements auprès du chargé de clientèle en vue d'une connaissance réelle du compte.** Outre les recherches dans les dossiers informatiques et papier énoncés aux points C 1) et C 2), l'Institution financière déclarante est tenue de considérer comme un Compte déclarable tout compte de valeur élevée confié à un chargé de clientèle (y compris les éventuels Comptes financiers qui sont groupés avec ce Compte de valeur élevée) si ce chargé de clientèle sait que le Titulaire du compte est une Personne devant faire l'objet d'une déclaration.

**5) Conséquences de la découverte d'indices.**

- a) Si l'examen approfondi des Comptes de valeur élevée énoncé au point C ne révèle aucun des indices énumérés au point B 2), et si l'application du point C 4) ne permet pas d'établir que le compte est détenu par un résident à des fins fiscales d'une Juridiction étrangère, aucune nouvelle démarche n'est requise jusqu'à ce qu'un changement de circonstances intervienne qui se traduise par un ou plusieurs indices associés à ce compte.
- b) Si l'examen approfondi des Comptes de valeur élevée énoncé au point C révèle l'un des indices énumérés aux points B 2) a) à B 2) e), ou en cas de changement ultérieur de circonstances ayant pour conséquence d'associer au compte un ou plusieurs indices, l'Institution financière déclarante doit traiter le Titulaire du compte comme résident à des fins fiscales de chacune des Juridictions étrangères pour lesquelles un indice est découvert, sauf si elle choisit d'appliquer le point B 6) et que l'une des exceptions dudit point s'applique à ce compte.
- c) Si l'examen approfondi des Comptes de valeur élevée énoncé au point C révèle la mention „poste restante“ ou „à l'attention de“ et qu'aucune autre adresse et aucun des autres indices énumérés aux points B 2) a) à B 2) e) ne sont découverts pour le Titulaire du compte, l'Institution financière déclarante doit obtenir du Titulaire du compte une auto-certification ou une Pièce justificative établissant son adresse ou ses adresses de résidence à des fins fiscales. Si l'Institution financière déclarante ne parvient pas à obtenir cette auto-certification ou cette Pièce justificative, elle doit déclarer le compte en tant que compte non documenté à l'Administration des contributions directes.
- 6) Si, au 31 décembre 2015, un Compte de personne physique préexistant n'est pas un Compte de valeur élevée mais le devient au dernier jour de toute année civile ultérieure, l'Institution financière

déclarante doit appliquer à ce compte les procédures d'examen approfondi énoncées au point C durant l'année qui suit l'année civile au cours de laquelle le compte devient un Compte de valeur élevée. Si, sur la base de cet examen, il apparaît que ce compte est un Compte déclarable, l'Institution financière déclarante doit fournir les informations requises sur ce compte pour l'année durant laquelle il est identifié comme Compte déclarable ainsi que pour les années suivantes sur une base annuelle, à moins que le Titulaire du compte cesse d'être une Personne devant faire l'objet d'une déclaration.

- 7) Après qu'une Institution financière déclarante a appliqué les procédures d'examen approfondi énoncées au point C à un Compte de valeur élevée, elle n'est plus tenue de renouveler ces procédures les années suivantes, à l'exception de la prise de renseignements auprès du chargé de clientèle énoncée au point C 4), sauf si le compte n'est pas documenté, auquel cas l'Institution financière déclarante devrait les renouveler chaque année jusqu'à ce que ce compte cesse d'être non documenté.
- 8) Si un changement de circonstances concernant un Compte de valeur élevée se produit et a pour conséquence qu'un ou plusieurs des indices énoncés au point B 2) sont associés à ce compte, l'Institution financière déclarante doit considérer le compte comme un Compte déclarable pour chaque Juridiction étrangère pour laquelle un indice est identifié, à moins qu'elle choisisse d'appliquer le point B 6) et qu'une des exceptions dudit point s'applique à ce compte.
- 9) Une Institution financière déclarante est tenue de mettre en œuvre des procédures garantissant que les chargés de clientèle identifient tout changement de circonstances en relation avec un compte. Si, par exemple, un chargé de clientèle est informé que le Titulaire du compte dispose d'une nouvelle adresse postale dans une Juridiction étrangère, l'Institution financière déclarante doit considérer cette nouvelle adresse comme un changement de circonstances et, si elle choisit d'appliquer le point B 6), elle est tenue d'obtenir les documents requis auprès du Titulaire du compte.

D. L'examen des Comptes de personne physique préexistants de valeur élevée doit être achevé le 31 décembre 2016 au plus tard. L'examen des Comptes de personne physique préexistants de faible valeur doit être achevé le 31 décembre 2017 au plus tard.

#### *Section IV – Procédures de diligence raisonnable applicables aux nouveaux comptes de personnes physiques*

Les procédures suivantes s'appliquent concernant les Nouveaux comptes de personnes physiques.

A. S'agissant des Nouveaux comptes de personnes physiques, l'Institution financière déclarante doit obtenir lors de l'ouverture du compte une auto-certification (qui peut faire partie des documents remis lors de l'ouverture de compte) qui lui permette de déterminer l'adresse ou les adresses de résidence du Titulaire du compte à des fins fiscales et de confirmer la vraisemblance de l'auto-certification en s'appuyant sur les informations obtenues dans le cadre de l'ouverture du compte, y compris les documents recueillis en application des Procédures visant à identifier les clients et à lutter contre le blanchiment (AML/KYC).

B. Si l'auto-certification établit que le Titulaire du compte réside à des fins fiscales dans une Juridiction soumise à déclaration, l'Institution financière déclarante doit considérer le compte comme un Compte déclarable et l'auto-certification doit indiquer le NIF du Titulaire du compte pour cette Juridiction soumise à déclaration (sous réserve de la section I, point D), sa date de naissance et son lieu de naissance. Dans les cas où l'auto-certification établit que le Titulaire du compte ne réside pas à des fins fiscales dans une Juridiction soumise à déclaration, l'Institution financière déclarante peut requérir dans l'auto-certification le NIF du Titulaire du compte (sous réserve de la section I, point D), sa date de naissance et son lieu de naissance.

C. Si un changement de circonstances concernant un Nouveau compte de personne physique se produit et a pour conséquence que l'Institution financière déclarante constate ou a tout lieu de savoir que l'auto-certification initiale est inexacte ou n'est pas fiable, ladite institution ne peut utiliser cette auto-certification et doit obtenir une auto-certification valide qui précise l'adresse ou les adresses de résidence du Titulaire du compte à des fins fiscales.

*Section V – Procédures de diligence raisonnable  
applicables aux comptes d’entités préexistants*

Les procédures suivantes s’appliquent concernant les Comptes d’entités préexistants.

**A. Comptes d’entités non soumis à examen, identification ou déclaration.** Sauf si l’Institution financière déclarante en décide autrement, soit à l’égard de tous les Comptes d’entités préexistants ou, séparément, par rapport à un groupe clairement identifié de tels comptes, un Compte d’entité préexistant dont le solde ou la valeur agrégé n’excède pas, au 31 décembre 2015, un montant libellé en euros équivalant à 250.000 dollars des Etats-Unis (USD) n’a pas à être examiné, identifié ou déclaré comme Compte déclarable tant que son solde ou sa valeur agrégé n’excède pas ce montant au dernier jour de toute année civile ultérieure.

**B. Comptes d’entités soumis à examen.** Un Compte d’entité préexistant dont le solde ou la valeur agrégé excède, au 31 décembre 2015, un montant libellé en euros équivalant à 250.000 USD et un Compte d’entité préexistant qui ne dépasse pas ce montant au 31 décembre 2015 mais dont le solde ou la valeur agrégé dépasse ce montant au dernier jour de toute année civile ultérieure doivent être examinés en appliquant les procédures énoncées au point C.

**C. Procédures d’examen relatives à l’identification des Comptes d’entités pour lesquels une déclaration est requise.** Pour les Comptes d’entités préexistants énoncés au point B, l’Institution financière déclarante doit appliquer les procédures d’examen suivantes:

**1) Déterminer la résidence de l’Entité.**

- a) Examiner les informations obtenues à des fins réglementaires ou de relations avec le client (y compris les informations recueillies dans le cadre des Procédures visant à identifier les clients et à lutter contre le blanchiment (AML/KYC)) afin de déterminer la résidence du Titulaire du compte. A cette fin, le lieu de constitution ou de création ou une adresse dans une Juridiction étrangère font partie des informations indiquant la résidence du Titulaire du compte.
- b) Si les informations obtenues indiquent que le Titulaire du compte est une Personne devant faire l’objet d’une déclaration, l’Institution financière déclarante doit considérer le compte comme un Compte déclarable sauf si elle obtient une auto-certification du Titulaire du compte ou si elle détermine avec une certitude suffisante sur la base d’informations en sa possession ou qui sont accessibles au public que le Titulaire du compte n’est pas une Personne devant faire l’objet d’une déclaration.

**2) Déterminer la résidence des Personnes détenant le contrôle d’une ENF passive.** S’agissant du Titulaire d’un Compte d’entité préexistant (y compris une Entité qui est une Personne devant faire l’objet d’une déclaration), l’Institution financière déclarante doit déterminer si le Titulaire du compte est une ENF passive avec une ou plusieurs Personnes qui en détiennent le contrôle et déterminer la résidence de ces personnes. Si une ou plusieurs Personnes qui détiennent le contrôle d’une ENF passive doivent faire l’objet d’une déclaration, le compte doit être considéré comme un Compte déclarable. A cette fin, l’Institution financière déclarante doit suivre les orientations mentionnées aux points C 2) a) à C 2) c) suivants dans l’ordre le plus approprié aux circonstances.

- a) **Déterminer si le Titulaire du compte est une ENF passive.** Pour déterminer si le Titulaire du compte est une ENF passive, l’Institution financière déclarante doit obtenir une auto-certification du Titulaire du compte établissant son statut, sauf si elle détermine avec une certitude suffisante sur la base d’informations en sa possession ou qui sont accessibles au public que le Titulaire du compte est une ENF active ou une Institution financière autre qu’une Entité d’investissement énoncée à la section VIII, point A 6) b), qui n’est pas une Institution financière d’une Juridiction partenaire.
- b) **Identifier les Personnes détenant le contrôle d’un Titulaire de compte.** Pour déterminer les Personnes détenant le contrôle d’un Titulaire de compte, une Institution financière déclarante peut se fonder sur les informations recueillies et conservées dans le cadre des Procédures visant à identifier les clients et à lutter contre le blanchiment (AML/KYC).
- c) **Déterminer la résidence d’une Personne détenant le contrôle d’une ENF passive.** Pour déterminer si une Personne détenant le contrôle d’une ENF passive est une Personne devant faire l’objet d’une déclaration, une Institution financière déclarante peut se fonder sur:
  - i) des informations recueillies et conservées en application des Procédures visant à identifier les clients et à lutter contre le blanchiment (AML/KYC) dans le cas d’un Compte d’entité pré-

existant détenu par une ou plusieurs ENF et dont le solde ou la valeur agrégé ne dépasse pas un montant libellé en euros équivalant à 1.000.000 USD; ou

- ii) une auto-certification du Titulaire du compte ou de la Personne en détenant le contrôle de la ou des juridictions dont cette Personne est résidente à des fins fiscales. En l'absence d'une auto-certification, l'Institution financière déclarante déterminera cette ou ces résidences en suivant les procédures décrites au paragraphe C de la section III.

**D. Calendrier de mise en œuvre de l'examen et procédures supplémentaires applicables aux Comptes d'entités préexistants.**

- 1) L'examen des Comptes d'entités préexistants dont le solde ou la valeur agrégé est supérieur, au 31 décembre 2015, à un montant libellé en euros équivalant à 250.000 USD doit être achevé au plus tard le 31 décembre 2017.
- 2) L'examen des Comptes d'entités préexistants dont le solde ou la valeur agrégé n'excède pas, au 31 décembre 2015, un montant libellé en euros équivalant à 250.000 USD mais est supérieur à ce montant au 31 décembre de toute année ultérieure doit être achevé dans l'année civile qui suit l'année au cours de laquelle le solde ou la valeur agrégé du compte a été supérieur à ce montant.
- 3) Si un changement de circonstances concernant un Compte d'entité préexistant se produit et a pour conséquence que l'Institution financière déclarante sait ou a tout lieu de savoir que l'auto-certification ou un autre document associé au compte est inexact ou n'est pas fiable, cette Institution financière déclarante doit déterminer à nouveau le statut du compte en appliquant les procédures décrites au point C.

*Section VI – Procédures de diligence raisonnable  
applicable aux nouveaux comptes d'entités*

Les procédures suivantes s'appliquent concernant les Nouveaux comptes d'entités.

Pour les Nouveaux comptes d'entités, une institution financière déclarante doit appliquer les procédures d'examen suivantes:

**1) Déterminer la résidence de l'Entité.**

- a) Obtenir une auto-certification, qui peut faire partie des documents remis lors de l'ouverture de compte, permettant à l'Institution financière déclarante de déterminer l'adresse ou les adresses de résidence du Titulaire du compte à des fins fiscales et de confirmer la vraisemblance de l'auto-certification en s'appuyant sur les informations obtenues dans le cadre de l'ouverture du compte, y compris les documents recueillis en application des Procédures visant à identifier les clients et à lutter contre le blanchiment (AML/KYC). Si l'Entité certifie qu'elle n'a pas d'adresse de résidence à des fins fiscales, l'Institution financière déclarante peut se fonder sur l'adresse de son établissement principal afin de déterminer la résidence du Titulaire du compte.
- b) Si l'auto-certification établit que le Titulaire du compte réside dans une Juridiction soumise à déclaration, l'Institution financière déclarante doit considérer le compte comme un Compte déclarable sauf si elle détermine avec une certitude suffisante sur la base d'informations en sa possession ou qui sont accessibles au public que le Titulaire du compte n'est pas une Personne devant faire l'objet d'une déclaration au titre de cet Juridiction soumise à déclaration.

**2) Déterminer la résidence des Personnes détenant le contrôle d'une ENF passive.** S'agissant d'un Titulaire d'un Nouveau compte d'entité (y compris une Entité qui est une Personne devant faire l'objet d'une déclaration), l'Institution financière déclarante doit déterminer si le Titulaire du compte est une ENF passive avec une ou plusieurs Personnes qui en détiennent le contrôle et déterminer la résidence de ces Personnes devant faire l'objet d'une déclaration. Si une ou plusieurs Personnes qui détiennent le contrôle d'une ENF passive doivent faire l'objet d'une déclaration, le compte doit être considéré comme un Compte déclarable. A cette fin, l'Institution financière déclarante doit suivre les orientations mentionnées aux points A 2) a) à A 2) c) dans l'ordre le plus approprié aux circonstances.

- a) **Déterminer si le Titulaire du compte est une ENF passive.** Pour déterminer si le Titulaire du compte est une ENF passive, l'Institution financière déclarante doit se fonder sur une auto-certification du Titulaire du compte établissant son statut, sauf si elle détermine avec une certitude suffisante sur la base d'informations en sa possession ou qui sont accessibles au public que le

Titulaire du compte est une ENF active ou une Institution financière autre qu'une Entité d'investissement décrite à la section VIII point A 6) b) qui n'est pas une Institution financière d'une Juridiction partenaire.

- b) Identifier les Personnes détenant le contrôle d'un Titulaire de compte.** Pour déterminer les Personnes détenant le contrôle d'un Titulaire de compte, une Institution financière déclarante peut se fonder sur les informations recueillies et conservées dans le cadre des Procédures visant à identifier les clients et à lutter contre le blanchiment (AML/KYC).
- c) Déterminer la résidence d'une Personne détenant le contrôle d'une ENF passive.** Pour déterminer la résidence d'une Personne détenant le contrôle d'une ENF passive, une Institution financière déclarante peut se fonder sur une auto-certification du Titulaire du compte ou de cette Personne détenant le contrôle.

#### *Section VII – Règles particulières en matière de diligence raisonnable*

Pour la mise en œuvre des procédures de diligence raisonnable décrites ci-dessus, les règles supplémentaires suivantes s'appliquent:

**A. Recours aux auto-certifications et aux Pièces justificatives.** Une Institution financière déclarante ne peut pas se fonder sur une auto-certification ou sur une Pièce justificative si elle sait ou a tout lieu de savoir que cette auto-certification ou cette Pièce justificative est inexacte ou n'est pas fiable.

**B. Procédures alternatives pour les Comptes financiers détenus par une personne physique bénéficiaire d'un Contrat d'assurance avec valeur de rachat ou d'un Contrat de rente et pour les Contrats d'assurance de groupe avec valeur de rachat ou les Contrat de rente de groupe.** Une Institution financière déclarante peut présumer que le bénéficiaire d'un Contrat d'assurance avec valeur de rachat ou d'un Contrat de rente (autre que le souscripteur) qui perçoit un capital à la suite d'un décès n'est pas une Personne devant faire l'objet d'une déclaration et peut considérer que ce compte financier n'est pas un Compte déclarable à moins que l'Institution financière déclarante ait effectivement connaissance du fait que le bénéficiaire du capital est une Personne devant faire l'objet d'une déclaration ou ait tout lieu de le savoir. Une Institution financière déclarante a tout lieu de savoir que le bénéficiaire du capital d'un Contrat d'assurance avec valeur de rachat ou d'un Contrat de rente est une Personne devant faire l'objet d'une déclaration si les informations recueillies par l'Institution financière déclarante et associées au bénéficiaire comprennent des indices énoncés à la section III, point B. Si une Institution financière déclarante a effectivement connaissance du fait, ou a tout lieu de savoir, que le bénéficiaire est une Personne devant faire l'objet d'une déclaration, elle doit suivre les procédures énoncées à la section III, point B.

Une Institution financière déclarante peut considérer qu'un Compte financier qui correspond à la participation d'un membre à un Contrat d'assurance de groupe avec valeur de rachat ou à un Contrat de rente de groupe n'est pas un Compte déclarable jusqu'à la date à laquelle une somme est due à l'employé/au détenteur de certificat ou au bénéficiaire, si ledit compte financier remplit les conditions suivantes:

- i) le Contrat d'assurance de groupe avec valeur de rachat ou le Contrat de rente de groupe est souscrit par un employeur et couvre au-moins vingt-cinq employés/détenteurs de certificat;
- ii) les employés/détenteurs de certificat sont en droit de percevoir tout montant lié à leur participation dans le contrat et de désigner les bénéficiaires du capital versé à leur décès; et
- iii) le capital total pouvant être versé à un employé/détenteur de certificat ou bénéficiaire ne dépasse pas un montant libellé en euros équivalant à 1.000.000 USD.

On entend par „Contrat d'assurance de groupe avec valeur de rachat“ un Contrat d'assurance avec valeur de rachat qui: i) couvre les personnes physiques adhérant par l'intermédiaire d'un employeur, d'une association professionnelle, d'une organisation syndicale ou d'une autre association ou d'un autre groupe; et pour lequel ii) une prime est perçue pour chaque membre du groupe (ou membre d'une catégorie du groupe) qui est déterminée indépendamment des aspects de l'état de santé autres que l'âge, le sexe et le tabagisme du membre (ou de la catégorie de membres) du groupe.

On entend par „Contrat de rente de groupe“ un Contrat de rente en vertu duquel les créanciers sont des personnes physiques adhérant par l'intermédiaire d'un employeur, d'une association professionnelle, d'une organisation syndicale ou d'une autre association ou d'un autre groupe.

### C. Agrégation des soldes de compte et règles de conversion monétaire

- 1) **Agrégation des soldes de Comptes des personnes physiques.** Pour déterminer le solde ou la valeur agrégé des Comptes financiers détenus par une personne physique, une Institution financière déclarante doit agréger tous les Comptes financiers gérés par elle ou par une Entité liée, mais uniquement dans la mesure où ses systèmes informatiques établissent un lien entre ces comptes grâce à une donnée telle que le numéro de client ou le NIF, et permettent ainsi d'effectuer l'agrégation des soldes ou des valeurs des comptes. Chaque titulaire d'un compte joint se voit attribuer le total du solde ou de la valeur de ce compte aux fins de l'application des règles d'agrégation énoncées dans le présent point.
- 2) **Agrégation des soldes de Comptes d'entités.** Pour déterminer le solde ou la valeur agrégé des Comptes financiers détenus par une Entité, une Institution financière déclarante doit tenir compte de tous les Comptes financiers détenus auprès d'elle ou auprès d'une entité liée, mais uniquement dans la mesure où ses systèmes informatiques établissent un lien entre ces comptes grâce à une donnée telle que le numéro de client ou le NIF et permettent ainsi d'effectuer l'agrégation des soldes ou des valeurs des comptes. Chaque titulaire d'un compte joint se voit attribuer le total du solde ou de la valeur de ce compte aux fins de l'application des règles d'agrégation énoncées dans le présent point.
- 3) **Règle d'agrégation particulière applicable aux chargés de clientèle.** Pour déterminer le solde ou la valeur agrégé des Comptes financiers détenus par une personne dans le but d'établir si un Compte financier est de valeur élevée, une Institution financière déclarante doit également agréger les soldes de tous les comptes lorsqu'un chargé de clientèle sait ou a tout lieu de savoir que ces comptes appartiennent directement ou indirectement à la même personne ou qu'ils sont contrôlés ou ont été ouverts par la même personne (sauf en cas d'ouverture à titre fiduciaire).
- 4) **Les montants incluent leur équivalent en d'autres monnaies.** Tous les montants libellés en euros renvoient à leur contre-valeur en d'autres monnaies.

#### *Section VIII – Définitions*

Les termes et expressions qui suivent ont la signification ci-dessous:

##### A. Institution financière déclarante

- 1) L'expression „**Institution financière déclarante**“ désigne toute Institution financière luxembourgeoise qui n'est pas une Institution financière non déclarante. L'expression „**Institution financière luxembourgeoise**“ désigne: i) toute Institution financière résidente du Luxembourg, à l'exclusion de toute succursale de cette Institution financière située en dehors du territoire du Luxembourg; et ii) toute succursale d'une Institution financière non résidente du Luxembourg si cette succursale est établie au Luxembourg.
- 2) L'expression „**Institution financière d'une Juridiction partenaire**“ désigne: i) toute Institution financière résidente d'une Juridiction partenaire, à l'exclusion de toute succursale de cette Institution financière située en dehors du territoire de cette Juridiction partenaire; et ii) toute succursale d'une Institution financière non résidente d'une Juridiction partenaire si cette succursale est établie dans cette Juridiction partenaire.
- 3) L'expression „**Institution financière**“ désigne un Etablissement gérant des dépôts de titres, un Etablissement de dépôt, une Entité d'investissement ou un Organisme d'assurance particulier.
- 4) L'expression „**Etablissement gérant des dépôts de titres**“ désigne toute Entité dont une part substantielle de l'activité consiste à détenir des Actifs financiers pour le compte de tiers. Tel est le cas si les revenus bruts de cette Entité attribuables à la détention d'Actifs financiers et aux services financiers connexes sont égaux ou supérieurs à 20% du revenu brut de l'Entité durant la plus courte des deux périodes suivantes: i) la période de trois ans qui s'achève le 31 décembre (ou le dernier jour d'un exercice comptable décalé) précédant l'année au cours de laquelle le calcul est effectué; ou ii) la période d'existence de l'Entité si celle-ci est inférieure à trois ans.
- 5) L'expression „**Etablissement de dépôt**“ désigne toute Entité qui accepte des dépôts dans le cadre habituel d'une activité bancaire ou d'activités semblables.

- 6) L'expression „**Entité d'investissement**“ désigne toute Entité:
- a) qui exerce comme activité principale une ou plusieurs des activités ou opérations suivantes au nom ou pour le compte d'un client:
    - i) transactions sur les instruments du marché monétaire (chèques, billets, certificats de dépôt, instruments dérivés, etc.), le marché des changes, les instruments sur devises, taux d'intérêt et indices, les valeurs mobilières ou les marchés à terme de marchandises;
    - ii) gestion individuelle ou collective de portefeuille; ou
    - iii) autres opérations d'investissement, d'administration ou de gestion d'Actifs financiers ou d'argent pour le compte de tiers;
  - ou
  - b) dont les revenus bruts proviennent principalement d'une activité d'investissement, de réinvestissement ou de négociation d'Actifs financiers, si l'Entité est gérée par une autre Entité qui est un Etablissement de dépôt, un Etablissement gérant des dépôts de titres, un Organisme d'assurance particulier ou une Entité d'investissement décrite au point A 6 a).
- Une Entité est considérée comme exerçant comme activité principale une ou plusieurs des activités visées au point A 6 a), ou les revenus bruts d'une Entité proviennent principalement d'une activité d'investissement, de réinvestissement ou de négociation d'Actifs financiers aux fins du point A 6 b), si les revenus bruts de l'Entité générés par les activités correspondantes sont égaux ou supérieurs à 50% de ses revenus bruts durant la plus courte des deux périodes suivantes: i) la période de trois ans se terminant le 31 décembre de l'année précédant l'année au cours de laquelle le calcul est effectué; ou ii) la période d'existence de l'Entité si celle-ci est inférieure à trois ans. L'expression „Entité d'investissement“ exclut une Entité qui est une ENF active, parce que cette entité répond aux critères visés aux points D 8 d) à D 8 g).
- Ce paragraphe est interprété conformément à la définition de l'expression „institution financière“ qui figure dans les recommandations du groupe d'action financière (GAFI).
- 7) L'expression „**Actif financier**“ désigne un titre (par exemple, représentant une part du capital dans une société de capitaux; une part ou un droit de jouissance dans une société de personnes comptant de nombreux associés ou dans une société en commandite par actions cotée en Bourse, ou un trust; une autre obligation ou un autre titre de créance), une participation, une marchandise, un contrat d'échange (par exemple, de taux d'intérêt, de devises, de taux de référence, contrat de garantie de taux plafond et de taux plancher, contrat d'échange de marchandises, de créances contre des actifs, contrat sur indices boursiers et accords similaires), un Contrat d'assurance ou un Contrat de rente, ou tout droit (y compris un contrat à terme ou un contrat à terme de gré à gré ou une option) attaché à un titre, une participation, une marchandise, un contrat d'échange, un Contrat d'assurance ou un Contrat de rente. Un intérêt direct dans un bien immobilier sans recours à l'emprunt ne constitue pas un „Actif financier“.
- 8) L'expression „**Organisme d'assurance particulier**“ désigne tout organisme d'assurance (ou la société holding d'un organisme d'assurance) qui émet un Contrat d'assurance avec valeur de rachat ou un Contrat de rente ou est tenu d'effectuer des versements afférents à ce contrat.

#### B. Institution financière non déclarante

- 1) L'expression „**Institution financière non déclarante**“ désigne toute institution financière qui est:
- a) une Entité publique, une Organisation internationale ou une Banque centrale, sauf en ce qui concerne un paiement résultant d'une obligation détenue en lien avec une activité financière commerciale exercée par un Organisme d'assurance particulier, un Etablissement de dépôt ou un Etablissement gérant des dépôts de titres;
  - b) une Caisse de retraite à large participation; une Caisse de retraite à participation étroite; un Fonds de pension d'une entité publique, d'une Organisation internationale ou d'une Banque centrale; ou un Emetteur de cartes de crédit homologué;
  - c) toute autre Entité qui présente un faible risque d'être utilisée dans un but de fraude fiscale, qui affiche des caractéristiques substantiellement similaires à celles des Entités décrites aux points B 1) a) et B 1) b), et qui est inscrite sur la liste des Institutions financières non déclarantes publiée par règlement grand-ducal, à condition que ce statut n'aille pas à l'encontre des objectifs de la présente loi;

- d) un Organisme de placement collectif dispensé; ou e) un trust dans la mesure où le trustee de ce trust est une Institution financière déclarante et communique toutes les informations requises en vertu de la section I concernant l'ensemble des Comptes déclarables du trust.
- 2) L'expression „**Entité publique**“ désigne le gouvernement d'une juridiction, une subdivision politique d'une juridiction (terme qui, pour éviter toute ambiguïté, comprend un Etat, une province, un comté ou une municipalité) ou tout établissement ou organisme détenu intégralement par les entités précitées (chacun constituant une „Entité publique“). Cette catégorie englobe les parties intégrantes, entités contrôlées et subdivisions politiques d'une juridiction.
- a) Une „**partie intégrante**“ d'une juridiction désigne toute personne, organisation, agence, bureau, fonds, personne morale ou autre organisme, quelle que soit sa désignation, qui constitue une autorité dirigeante d'une juridiction. Le revenu net de l'autorité dirigeante doit être porté au crédit de son propre compte ou d'autres comptes de la juridiction, et aucune fraction de ce revenu ne peut échoir à une personne privée. Une partie intégrante exclut toute personne qui est dirigeant, responsable ou administrateur agissant à titre privé ou personnel.
- b) Une „**entité contrôlée**“ désigne une Entité de forme distincte de la juridiction ou qui constitue une entité juridiquement séparée, dès lors que:
- i) l'Entité est détenue et contrôlée intégralement par une ou plusieurs entités publiques, directement ou par le biais d'une ou de plusieurs entités contrôlées;
  - ii) le revenu net de l'Entité est porté au crédit de son propre compte ou des comptes d'une ou de plusieurs Entités publiques, et aucune fraction de ce revenu ne peut échoir à une personne privée; et
  - iii) les actifs de l'Entité reviennent à une ou à plusieurs Entités publiques lors de sa dissolution.
- c) Le revenu n'échoit pas à des personnes privées si ces personnes sont les bénéficiaires prévus d'un programme public et si les activités couvertes par ce programme sont accomplies à l'intention du grand public dans l'intérêt général ou se rapportent à l'administration d'une partie du gouvernement. Nonobstant ce qui précède, le revenu est considéré comme perçu par des personnes privées s'il provient du recours à une Entité publique dans le but d'exercer une activité commerciale, comme des services bancaires aux entreprises, qui fournit des prestations financières à des personnes privées.
- 3) L'expression „**Organisation internationale**“ désigne une organisation internationale ou tout établissement ou organisme détenu intégralement par cette organisation. Cette catégorie englobe toute organisation intergouvernementale (y compris une organisation supranationale) qui:
- i) se compose principalement de gouvernements;
  - ii) a conclu un accord de siège ou un accord substantiellement similaire avec la juridiction; et dont
  - iii) les revenus n'échoient pas à des personnes privées.
- 4) L'expression „**Banque centrale**“ désigne une institution qui, en vertu de la loi ou d'une décision publique, est l'autorité principale, autre que le gouvernement de la juridiction proprement dite, qui émet des instruments destinés à être utilisés comme monnaie. Cette institution peut comporter un organisme distinct du gouvernement de la juridiction, qu'il soit ou non détenu en tout ou en partie par cette juridiction.
- 5) L'expression „**Caisse de retraite à large participation**“ désigne une caisse établie en vue de verser des prestations de retraite, d'invalidité ou de décès, ou une combinaison d'entre elles, à des bénéficiaires qui sont des salariés actuels ou d'anciens salariés (ou des personnes désignées par ces salariés) d'un ou de plusieurs employeurs en contrepartie de services rendus, dès lors que cette caisse:
- a) n'est pas caractérisée par l'existence d'un bénéficiaire unique détenant un droit sur plus de 5% des actifs de la caisse;
  - b) est soumise à la réglementation publique et communique des informations aux autorités fiscales; et
  - c) satisfait à au moins une des exigences suivantes:
    - i) la caisse est généralement exemptée de l'impôt sur les revenus d'investissement, ou l'imposition de ces revenus est différée ou minorée, en vertu de son statut de régime de retraite ou de pension;

- ii) la caisse reçoit au moins 50% du total de ses cotisations [à l'exception des transferts d'actifs d'autres régimes énoncés aux points B 5) à B 7) ou des comptes de retraite et de pension décrits au point C 17) a)] des employeurs qui la financent;
  - iii) les versements ou retraits de la caisse sont autorisés uniquement lorsque surviennent les événements prévus en lien avec le départ en retraite, l'invalidité ou le décès [à l'exception des versements périodiques à d'autres caisses de retraite décrites aux points B 5) à B 7) ou aux comptes de retraite et de pension décrits au point C 17) a)], ou des pénalités s'appliquent aux versements ou aux retraits effectués avant la survenue de ces événements; ou
  - iv) les cotisations (à l'exception de certaines cotisations de régularisation autorisées) des salariés à la caisse sont limitées par référence au revenu d'activité du salarié ou ne peuvent pas dépasser, annuellement, un montant libellé en euros équivalant à 50.000 USD, en appliquant les règles énoncées à la section VII, point C, relatives à l'agrégation des soldes de comptes et à la conversion monétaire.
- 6) L'expression „**Caisse de retraite à participation étroite**“ désigne une caisse établie en vue de verser des prestations de retraite, d'invalidité ou de décès à des bénéficiaires qui sont des salariés actuels ou d'anciens salariés (ou des personnes désignées par ces salariés) d'un ou de plusieurs employeurs en contrepartie de services rendus, dès lors que:
- a) la caisse compte moins de 50 membres;
  - b) la caisse est financée par un ou plusieurs employeurs qui ne sont pas des entités d'investissement ou des ENF passives;
  - c) les cotisations salariales et patronales à la caisse [à l'exception des transferts d'actifs de comptes de retraite et de pension énoncés au point C 17) a)] sont limitées par référence respectivement au revenu d'activité et à la rémunération du salarié;
  - d) les membres qui ne sont pas établis dans la juridiction où se situe la caisse ne peuvent pas détenir plus de 20% des actifs de la caisse; et
  - e) la caisse est soumise à la réglementation publique et communique des informations aux autorités fiscales.
- 7) L'expression „**Fonds de pension d'une Entité publique, d'une Organisation internationale ou d'une Banque centrale**“ désigne un fonds constitué par une Entité publique, une Organisation internationale ou une Banque centrale en vue de verser des prestations de retraite, d'invalidité ou de décès à des bénéficiaires ou des membres qui sont des salariés actuels ou d'anciens salariés (ou des personnes désignées par ces salariés), ou qui ne sont pas des salariés actuels ou d'anciens salariés, si les prestations versées à ces bénéficiaires ou membres le sont en contrepartie de services personnels rendus à l'Entité publique, à l'Organisation internationale ou à la Banque centrale.
- 8) L'expression „**Emetteur de cartes de crédit homologué**“ désigne une Institution financière qui satisfait aux critères suivants:
- a) l'Institution financière jouit de ce statut uniquement parce qu'elle est un émetteur de cartes de crédit qui accepte les dépôts à la seule condition qu'un client procède à un paiement dont le montant dépasse le solde dû au titre de la carte et que cet excédent ne soit pas immédiatement restitué au client; et
  - b) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ou avant cette date, l'Institution financière met en œuvre des règles et des procédures visant à empêcher un client de procéder à un paiement excédentaire supérieur à un montant libellé en euros équivalant à 50.000 USD ou à faire en sorte que tout paiement excédentaire supérieur à ce montant soit remboursé au client dans un délai de 60 jours, en appliquant systématiquement les règles énoncées à la section VII, point C, concernant l'agrégation des soldes de comptes et la conversion monétaire. A cette fin, un excédent de paiement d'un client exclut les soldes créditeurs imputables à des frais contestés, mais inclut les soldes créditeurs résultant de retours de marchandises.
- 9) L'expression „**Organisme de placement collectif dispensé**“ désigne une Entité d'investissement réglementée en tant qu'organisme de placement collectif, à condition que les participations dans cet organisme soient détenues en totalité par ou par l'intermédiaire des personnes physiques ou des Entités qui ne sont pas des Personnes soumises à déclaration, à l'exception d'une ENF passive dont les Personnes qui en détiennent le contrôle sont des Personnes devant faire l'objet d'une déclaration.

Une Entité d'investissement réglementée en tant qu'organisme de placement collectif n'échappe pas au statut d'Organisme de placement collectif dispensé visé au point B 9) du simple fait que l'organisme de placement collectif a émis des titres matériels au porteur dès lors que:

- a) l'organisme de placement collectif n'a pas émis et n'émet pas de titres matériels au porteur après le 31 décembre 2015;
- b) l'organisme de placement collectif retire tous ces titres lors de leur cession;
- c) l'organisme de placement collectif accomplit les procédures de diligence raisonnable énoncées aux sections II à VII et transmet toutes les informations qui doivent être communiquées concernant ces titres lorsque ceux-ci sont présentés pour rachat ou autre paiement; et
- d) l'organisme de placement collectif a mis en place des règles et procédures qui garantissent que ces titres sont rachetés ou immobilisés le plus rapidement possible, et en tout état de cause avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

### C. Compte financier

- 1) L'expression „**Compte financier**“ désigne un compte ouvert auprès d'une Institution financière et comprend un Compte de dépôt, un Compte conservateur et:
  - a) dans le cas d'une Entité d'investissement, tout titre de participation ou de créance déposé auprès de l'Institution financière. Nonobstant ce qui précède, l'expression „Compte financier“ ne renvoie pas à un titre de participation ou de créance déposé auprès d'une entité qui est une Entité d'investissement du seul fait qu'elle: i) donne des conseils en investissement à un client et agit pour le compte de ce dernier; ou ii) gère des portefeuilles pour un client et agit pour le compte de ce dernier, aux fins d'investir, de gérer ou d'administrer des Actifs financiers déposés au nom du client auprès d'une Institution financière autre que cette Entité;
  - b) dans le cas d'une Institution financière non visée au point C 1) a), tout titre de participation ou de créance dans cette Institution financière, si la catégorie des titres en question a été créée afin de se soustraire aux déclarations prévues à la section I; et
  - c) tout Contrat d'assurance avec valeur de rachat et tout Contrat de rente établi ou géré par une Institution financière autre qu'une rente viagère dont l'exécution est immédiate, qui est incessible et non liée à un placement, qui est versée à une personne physique et qui correspond à une pension de retraite ou d'invalidité perçue dans le cadre d'un compte qui est un Compte exclu.  
L'expression „Compte financier“ ne comprend aucun compte qui est un Compte exclu.
- 2) L'expression „**Compte de dépôt**“ comprend tous les comptes commerciaux et compte-chèques, d'épargne ou à terme et les comptes dont l'existence est attestée par un certificat de dépôt, un certificat d'épargne, un certificat d'investissement, un titre de créance ou un autre instrument analogue détenu auprès d'une Institution financière dans le cadre habituel d'une activité bancaire ou similaire. Les Comptes de dépôt comprennent également les sommes détenues par les organismes d'assurance en vertu d'un contrat de placement garanti ou d'un contrat semblable ayant pour objet de verser des intérêts ou de les porter au crédit du titulaire.
- 3) L'expression „**Compte conservateur**“ désigne un compte (à l'exclusion d'un Contrat d'assurance ou d'un Contrat de rente) sur lequel figurent un ou plusieurs Actifs financiers au bénéfice d'une autre personne.
- 4) L'expression „**Titre de participation**“ désigne, dans le cas d'une société de personnes qui est une Institution financière, toute participation au capital ou aux bénéfices de cette société. Dans le cas d'un trust qui est une Institution financière, un „Titre de participation“ est réputé détenu par toute personne considérée comme le constituant ou le bénéficiaire de tout ou partie du trust ou par toute autre personne physique exerçant en dernier lieu un contrôle effectif sur le trust. Une Personne devant faire l'objet d'une déclaration est considérée comme le bénéficiaire d'un trust si elle a le droit de bénéficier, directement ou indirectement [par l'intermédiaire d'un prête-nom (nominee), par exemple], d'une distribution obligatoire ou discrétionnaire de la part du trust.
- 5) L'expression „**Contrat d'assurance**“ désigne un contrat (à l'exception d'un Contrat de rente) en vertu duquel l'assureur s'engage à verser une somme d'argent en cas de réalisation d'un risque particulier, notamment un décès, une maladie, un accident, une responsabilité civile ou un dommage matériel.

- 6) L'expression „**Contrat de rente**“ désigne un contrat dans lequel l'assureur s'engage à effectuer des paiements pendant une certaine durée, laquelle est déterminée en tout ou en partie par l'espérance de vie d'une ou de plusieurs personnes physiques. Cette expression comprend également tout contrat considéré comme un Contrat de rente par la loi, la réglementation ou la pratique de la juridiction dans laquelle ce contrat a été établi, et en vertu duquel l'assureur s'engage à effectuer des paiements durant plusieurs années.
- 7) L'expression „**Contrat d'assurance avec valeur de rachat**“ désigne un Contrat d'assurance (à l'exclusion d'un contrat de réassurance dommages conclu entre deux organismes d'assurance) qui possède une Valeur de rachat.
- 8) L'expression „**Valeur de rachat**“ désigne la plus élevée des deux sommes suivantes: i) la somme que le souscripteur du contrat d'assurance est en droit de recevoir en cas de rachat ou de fin du contrat (calculée sans déduction des éventuels frais de rachat ou avances); ii) la somme que le souscripteur du contrat d'assurance peut emprunter en vertu du contrat ou eu égard à son objet. Nonobstant ce qui précède, l'expression „Valeur de rachat“ ne comprend pas une somme due dans le cadre d'un Contrat d'assurance:
- a) uniquement en raison du décès d'une personne assurée en vertu d'un contrat d'assurance vie;
  - b) au titre de l'indemnisation d'un dommage corporel, d'une maladie ou d'une perte économique subie lors de la réalisation d'un risque assuré;
  - c) au titre du remboursement au souscripteur d'une prime payée antérieurement (moins le coût des charges d'assurance qu'elles soient ou non imposées) dans le cadre d'un Contrat d'assurance (à l'exception d'un contrat d'assurance vie ou d'un contrat de rente lié à un placement) en raison de l'annulation ou de la résiliation du contrat, d'une diminution de l'exposition au risque durant la période au cours de laquelle le contrat d'assurance est en vigueur ou résultant d'un nouveau calcul de la prime rendu nécessaire par la correction d'une erreur d'écriture ou d'une autre erreur analogue;
  - d) au titre de la participation aux bénéfices du souscripteur du contrat (à l'exception des dividendes versés lors de la résiliation du contrat) à condition qu'elle se rapporte à un Contrat d'assurance en vertu duquel les seules prestations dues sont celles énoncées au point C 8) b); ou
  - e) au titre de la restitution d'une prime anticipée ou d'un dépôt de prime pour un Contrat d'assurance dont la prime est exigible au moins une fois par an si le montant de la prime anticipée ou du dépôt de prime ne dépasse pas le montant de la prime contractuelle due au titre de l'année suivante.
- 9) L'expression „**Compte préexistant**“ désigne:
- a) un Compte financier géré au 31 décembre 2015 par une Institution financière déclarante;
  - b) tout Compte financier détenu par un Titulaire de compte, indépendamment de la date à laquelle il a été ouvert, si:
    - i) le Titulaire du compte détient aussi auprès de l'Institution financière déclarante (ou auprès de l'Entité liée au sein de la même Juridiction en tant qu'Institution financière déclarante) un Compte financier qui est un Compte préexistant au sens du point C 9) a);
    - ii) l'Institution financière déclarante (et, le cas échéant, l'Entité liée au sein de la même Juridiction en tant qu'Institution financière déclarante) considère les deux Comptes financiers précités, et tous les autres Comptes financiers du Titulaire du compte qui sont considérés comme des Comptes préexistants en vertu du point C 9) b), comme un Compte financier unique aux fins de satisfaire aux normes fixées à la section VII, point A, pour les exigences en matière de connaissances et aux fins de déterminer le solde ou la valeur de l'un des Comptes financiers lors de l'application de l'un des seuils comptables;
    - iii) en ce qui concerne un Compte financier soumis à des Procédures visant à identifier les clients et à lutter contre le blanchiment (AML/KYC), l'Institution financière déclarante est autorisée à appliquer au Compte financier des Procédures AML/KYC fondées sur les Procédures AML/KYC appliquées au Compte préexistant visé au point C 9) a); et
    - iv) l'ouverture du Compte financier n'impose pas au Titulaire du compte de fournir des informations „client“ nouvelles, supplémentaires ou modifiées à des fins autres que celles visées par la présente loi.

- 10) L'expression „**Nouveau compte**“ désigne un Compte financier ouvert à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016 auprès d'une Institution financière déclarante, sauf s'il est considéré comme un Compte préexistant au sens du point C 9) b).
- 11) L'expression „**Compte de personne physique préexistant**“ désigne un Compte préexistant détenu par une ou plusieurs personnes physiques.
- 12) L'expression „**Nouveau compte de personne physique**“ désigne un Nouveau compte détenu par une ou plusieurs personnes physiques.
- 13) L'expression „**Compte d'entité préexistant**“ désigne un Compte préexistant détenu par une ou plusieurs Entités.
- 14) L'expression „**Compte de faible valeur**“ désigne un Compte de personne physique préexistant dont le solde ou la valeur agrégé au 31 décembre 2015 ne dépasse pas un montant libellé en euros équivalant à 1.000.000 USD.
- 15) L'expression „**Compte de valeur élevée**“ désigne un Compte de personne physique préexistant dont le solde ou la valeur agrégé dépasse, au 31 décembre 2015 ou au 31 décembre d'une année ultérieure, un montant libellé en euros équivalant à 1.000.000 USD.
- 16) L'expression „**Nouveau compte d'entité**“ désigne un Nouveau compte détenu par une ou plusieurs Entités.
- 17) L'expression „**Compte exclu**“ désigne les comptes suivants:
- a) un compte de retraite ou de pension qui répond aux critères suivants:
    - i) le compte est réglementé en tant que compte de retraite personnel ou fait partie d'un régime de retraite ou de pension agréé ou réglementé qui prévoit le versement de prestations de retraite ou de pension (y compris d'invalidité ou de décès);
    - ii) le compte bénéficie d'un traitement fiscal favorable (les versements qui seraient normalement soumis à l'impôt sont déductibles ou exclus du revenu brut du Titulaire du compte ou sont imposés à taux réduit, ou l'imposition du revenu d'investissement généré par le compte est différée ou minorée);
    - iii) des informations relatives au compte doivent être communiquées aux autorités fiscales;
    - iv) les retraits sont possibles uniquement à partir de l'âge fixé pour le départ en retraite, de la survenue d'une invalidité ou d'un décès, ou les retraits effectués avant de tels événements sont soumis à des pénalités; et
    - v) soit i) les cotisations annuelles sont limitées à un montant libellé en euros équivalant à 50.000 USD ou moins, soit ii) un plafond d'un montant libellé en euros équivalant à 1.000.000 USD ou moins s'applique au total des cotisations versées au cours de la vie du souscripteur, en suivant à chaque fois les règles énoncées à la section VII, point C, concernant l'agrégation des soldes de comptes et la conversion monétaire.

Un Compte financier qui, pour le reste, remplit le critère énoncé au point C 17) a) v) ne peut être considéré comme n'y satisfaisant pas uniquement parce qu'il est susceptible de recevoir des actifs ou des fonds transférés d'un ou de plusieurs Comptes financiers qui répondent aux exigences définies au point C 17) a) ou C 17) b) ou d'un ou de plusieurs fonds de pension ou caisses de retraite qui répondent aux exigences énoncées aux points B 5) à B 7);
  - b) un compte qui remplit les critères suivants:
    - i) le compte est réglementé en tant que support d'investissement à des fins autres que la retraite et fait l'objet de transactions régulières sur un marché boursier réglementé, ou est réglementé en tant que support d'épargne à des fins autres que la retraite;
    - ii) le compte bénéficie d'un traitement fiscal favorable (les versements qui seraient normalement soumis à l'impôt sont déductibles ou exclus du revenu brut du Titulaire du compte ou sont imposés à taux réduit, ou l'imposition du revenu d'investissement généré par le compte est différée ou minorée);
    - iii) les retraits sont subordonnés au respect de certains critères liés à l'objectif du compte d'investissement ou d'épargne (par exemple le versement de prestations d'éducation ou médicales), ou des pénalités s'appliquent aux retraits effectués avant que ces critères ne soient remplis; et

- iv) les cotisations annuelles sont plafonnées à un montant libellé en euros équivalant à 50.000 USD ou moins, en appliquant les règles énoncées à la section VII, point C, concernant l'agrégation des soldes de comptes et la conversion monétaire.  
Un Compte financier qui, pour le reste, remplit le critère énoncé au point C 17) b) iv) ne peut être considéré comme n'y satisfaisant pas uniquement parce qu'il est susceptible de recevoir des actifs ou des fonds transférés d'un ou de plusieurs Comptes financiers qui répondent aux exigences définies au point C 17) a) ou C 17) b) ou d'un ou de plusieurs fonds de pension ou caisses de retraite qui répondent aux exigences énoncées aux points B 5) à B 7);
- c) un contrat d'assurance vie dont la période de couverture s'achève avant que l'assuré atteigne l'âge de 90 ans, à condition que le contrat satisfasse aux exigences suivantes:
  - i) des primes périodiques, dont le montant reste constant dans la durée, sont dues au moins une fois par an au cours de la durée d'existence du contrat ou jusqu'à ce que l'assuré atteigne l'âge de 90 ans, si cette période est plus courte;
  - ii) il n'est pas possible pour quiconque de bénéficier des prestations contractuelles (par retrait, prêt ou autre) sans résilier le contrat;
  - iii) la somme (autre qu'une prestation de décès) payable en cas d'annulation ou de résiliation du contrat ne peut pas dépasser le total des primes acquittées au titre du contrat, moins l'ensemble des frais de mortalité, de morbidité et d'exploitation (qu'ils soient ou non imposés) pour la période ou les périodes d'existence du contrat et toute somme payée avant l'annulation ou la résiliation du contrat; et
  - iv) le contrat n'est pas conservé par un cessionnaire à titre onéreux; d) un compte qui est détenu uniquement par une succession si la documentation de ce compte comprend une copie du testament du défunt ou du certificat de décès;
- e) un compte ouvert en lien avec l'un des actes suivants:
  - i) une décision ou un jugement d'un tribunal;
  - ii) la vente, l'échange ou la location d'un bien immobilier ou personnel, à condition que le compte satisfasse aux exigences suivantes:
    - le compte est financé uniquement par un acompte versé à titre d'arrhes d'un montant suffisant pour garantir une obligation directement liée à la transaction, ou par un paiement similaire, ou est financé par un Actif financier inscrit au compte en lien avec la vente, l'échange ou la location du bien,
    - le compte est ouvert et utilisé uniquement pour garantir l'obligation impartie à l'acheteur de payer le prix d'achat du bien, au vendeur de payer tout passif éventuel, ou au bailleur ou au locataire de prendre en charge tout dommage lié au bien loué selon les dispositions du bail,
    - les avoirs du compte, y compris le revenu qu'il génère, seront payés ou versés à l'acheteur, au vendeur, au bailleur ou au locataire (y compris pour couvrir ses obligations) au moment de la vente, de l'échange ou de la cession du bien, ou à l'expiration du bail,
    - le compte n'est pas un compte sur marge ou similaire ouvert en lien avec une vente ou un échange d'un Actif financier, et
    - le compte n'est pas associé à un compte décrit au point C 17) f);
  - iii) l'obligation, pour une Institution financière qui octroie un prêt garanti par un bien immobilier, de réserver une partie d'un paiement uniquement pour faciliter le paiement d'impôts ou de primes d'assurance liés au bien immobilier à l'avenir;
  - iv) l'obligation, pour une Institution financière, de faciliter le paiement d'impôts à l'avenir;
- f) un Compte de dépôt qui satisfait aux exigences suivantes:
  - i) le compte existe uniquement parce qu'un client procède à un paiement d'un montant supérieur au solde exigible au titre d'une carte de crédit ou d'une autre facilité de crédit renouvelable et l'excédent n'est pas immédiatement restitué au client; et
  - ii) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ou avant cette date, l'Institution financière met en œuvre des règles et des procédures visant à empêcher un client de procéder à un paiement excédentaire supérieur à un montant libellé en euros équivalant à 50.000 USD ou à faire en sorte que tout

paiement excédentaire supérieur à ce montant soit remboursé au client dans un délai de 60 jours, en appliquant systématiquement les règles énoncées à la section VII, point C, concernant la conversion monétaire. A cette fin, un excédent de paiement d'un client exclut les soldes créditeurs imputables à des frais contestés, mais inclut les soldes créditeurs résultant de retours de marchandises;

- g) tout autre compte qui présente un faible risque d'être utilisé dans un but de fraude fiscale, qui affiche des caractéristiques substantiellement similaires à celles des comptes décrits aux points C 17) a) à C 17) f) et qui est inscrit sur la liste des Comptes exclus publiée par règlement grand-ducal à condition que ce statut n'aille pas à l'encontre des objectifs de la présente loi.

#### D. Compte déclarable

- 1) L'expression „**Compte déclarable**“ désigne un Compte financier qui est ouvert auprès d'une Institution financière déclarante et détenu par une ou plusieurs Personnes devant faire l'objet d'une déclaration ou par une ENF passive dont une ou plusieurs Personnes qui en détiennent le contrôle sont des Personnes devant faire l'objet d'une déclaration, à condition d'être identifiées comme telles selon les procédures de diligence raisonnable énoncées aux sections II à VII.
- 2) L'expression „**Personne devant faire l'objet d'une déclaration**“ désigne une Personne d'une Juridiction soumise à déclaration autre que: i) toute société dont les titres font l'objet de transactions régulières sur un ou plusieurs marchés boursiers réglementés; ii) toute société qui est une Entité liée à une société décrite au point i); iii) une Entité publique; iv) une Organisation internationale; v) une Banque centrale; ou vi) une Institution financière.
- 3) L'expression „**Personne d'une Juridiction soumise à déclaration**“ désigne une personne physique ou une Entité établie dans une Juridiction soumise à déclaration en vertu du droit fiscal de cette Juridiction, ou la succession d'un défunt qui résidait dans une Juridiction soumise à déclaration. A cette fin, une Entité telle qu'une société de personnes, une société à responsabilité limitée ou une structure juridique similaire qui n'a pas de résidence à des fins fiscales est considérée comme résidente dans la juridiction où se situe son siège de direction effective.
- 4) L'expression „**Juridiction soumise à déclaration**“ désigne:
  - a) un Etat membre de l'Union européenne;
  - b) une autre juridiction i) avec laquelle un accord est conclu qui prévoit l'obligation pour le Luxembourg de communiquer les informations indiquées à la section I ; et ii) qui figure sur la liste des Juridictions soumises à déclaration publiée par règlement grand-ducal.
- 5) L'expression „**Juridiction partenaire**“ désigne:
  - a) un Etat membre de l'Union européenne;
  - b) une autre juridiction: i) avec laquelle le Luxembourg a conclu un accord qui prévoit que cette juridiction communiquera les informations indiquées à la section I ; et ii) qui est figure sur la liste des Juridictions partenaires publiée par règlement grand-ducal;
  - c) une autre juridiction: i) avec laquelle l'Union européenne a conclu un accord prévoyant que cette juridiction communiquera les informations indiquées à la section I; et ii) qui figure sur une liste publiée par la Commission européenne.
- 6) L'expression „**Juridiction étrangère**“ désigne une juridiction autre que le Luxembourg.
- 7) L'expression „**Personnes détenant le contrôle**“ désigne les personnes physiques qui exercent un contrôle sur une Entité. Dans le cas d'un trust, cette expression désigne le ou les constituants, le ou les trustees, la ou les personnes chargées de surveiller le trustee le cas échéant, le ou les bénéficiaires ou la ou les catégories de bénéficiaires, et toute autre personne physique exerçant en dernier lieu un contrôle effectif sur le trust et, dans le cas d'une construction juridique qui n'est pas un trust, l'expression désigne les personnes dont la situation est équivalente ou analogue. L'expression „Personnes détenant le contrôle“ doit être interprétée conformément aux recommandations du GAFI.
- 8) Le terme „**ENF**“ désigne une Entité qui n'est pas une Institution financière.
- 9) L'expression „**ENF passive**“ désigne: i) une ENF qui n'est pas une ENF active; ou ii) une Entité d'investissement décrite au point A 6) b) qui n'est pas une Institution financière d'une Juridiction partenaire.

- 10) L'expression „ENF active“ désigne toute ENF qui satisfait à l'un des critères suivants:
- a) moins de 50% des revenus bruts de l'ENF au titre de l'année civile précédente ou d'une autre période de référence comptable pertinente sont des revenus passifs et moins de 50% des actifs détenus par l'ENF au cours de l'année civile précédente ou d'une autre période de référence comptable pertinente sont des actifs qui produisent ou qui sont détenus pour produire des revenus passifs;
  - b) les actions de l'ENF font l'objet de transactions régulières sur un marché boursier réglementé ou l'ENF est une Entité liée à une Entité dont les actions font l'objet de transactions régulières sur un marché boursier réglementé;
  - c) l'ENF est une Entité publique, une Organisation internationale, une Banque centrale ou une Entité détenue à 100% par une ou plusieurs des structures précitées;
  - d) les activités de l'ENF consistent pour l'essentiel à détenir (en tout ou en partie) les actions émises par une ou plusieurs filiales dont les activités ne sont pas celles d'une Institution financière, ou à proposer des financements ou des services à ces filiales. Une Entité ne peut prétendre à ce statut si elle opère (ou se présente) comme un fonds de placement, tel qu'un fonds de capital-investissement, un fonds de capital-risque, un fonds de rachat d'entreprise par endettement ou tout autre organisme de placement dont l'objet est d'acquérir ou de financer des sociétés puis d'y détenir des participations à des fins de placement;
  - e) l'ENF n'exerce pas encore d'activité et n'en a jamais exercé précédemment, mais investit des capitaux dans des actifs en vue d'exercer une activité autre que celle d'une Institution financière, étant entendu que cette exception ne saurait s'appliquer à l'ENF après expiration d'un délai de 24 mois après la date de sa constitution initiale;
  - f) l'ENF n'était pas une Institution financière durant les cinq années précédentes et procède à la liquidation de ses actifs ou est en cours de restructuration afin de poursuivre ou de reprendre des transactions ou des activités qui ne sont pas celles d'une Institution financière;
  - g) l'ENF se consacre principalement au financement d'entités liées qui ne sont pas des Institutions financières et à des transactions de couverture avec ou pour le compte de celles-ci et ne fournit pas de services de financement ou de couverture à des Entités qui ne sont pas des Entités liées, pour autant que le groupe auquel appartiennent ces Entités liées se consacre principalement à une activité qui n'est pas celle d'une Institution financière; ou
  - h) l'ENF remplit toutes les conditions suivantes:
    - i) elle est établie et exploitée dans sa juridiction de résidence exclusivement à des fins religieuses, caritatives, scientifiques, artistiques, culturelles, sportives ou éducatives; ou est établie et exploitée dans sa juridiction de résidence et elle est une fédération professionnelle, une organisation patronale, une chambre de commerce, une organisation syndicale, agricole ou horticole, civique ou un organisme dont l'objet exclusif est de promouvoir le bien-être-social;
    - ii) elle est exonérée d'impôt sur les sociétés dans sa juridiction de résidence;
    - iii) elle n'a aucun actionnaire ni aucun membre disposant d'un droit de propriété ou de jouissance sur ses recettes ou ses actifs;
    - iv) le droit applicable dans la juridiction de résidence de l'ENF ou les documents constitutifs de celle-ci excluent que les recettes ou les actifs de l'ENF soient distribués à des personnes physiques ou à des organismes à but lucratif ou utilisés à leur bénéfice, à moins que cette utilisation ne soit en relation avec les activités caritatives de l'ENF ou n'intervienne à titre de rémunération raisonnable pour services prestés ou à titre de paiement, à leur juste valeur marchande, pour les biens acquis par l'entité; et
    - v) le droit applicable dans la juridiction de résidence de l'ENF ou les documents constitutifs de celle-ci imposent que, lors de la liquidation ou de la dissolution de l'ENF, tous ses actifs soient distribués à une Entité publique ou à une autre organisation à but non lucratif ou soient dévolus au gouvernement de la juridiction de résidence de l'ENF ou à d'une de ses subdivisions politiques.

## E. Divers

- 1) L'expression „**Titulaire de compte**“ désigne la personne enregistrée ou identifiée comme titulaire d'un Compte financier par l'Institution financière qui gère le compte. Une personne, autre qu'une Institution financière, détenant un Compte financier pour le compte ou le bénéfice d'une autre personne en tant que mandataire, dépositaire, prête-nom, signataire, conseiller en placement ou intermédiaire, n'est pas considérée comme détenant le compte aux fins de la présente loi, et cette autre personne est considérée comme détenant le compte. Dans le cas d'un Contrat d'assurance avec valeur de rachat ou d'un Contrat de rente, le Titulaire du compte est toute personne autorisée à tirer parti de la Valeur de rachat ou à changer le nom du bénéficiaire du contrat. Si nul ne peut tirer parti de la Valeur de rachat ou changer le nom du bénéficiaire, le Titulaire du compte est la personne désignée comme bénéficiaire dans le contrat et celle qui jouit d'un droit absolu à des paiements en vertu du contrat. A l'échéance d'un Contrat d'assurance avec valeur de rachat ou d'un Contrat de rente, chaque personne qui est en droit de percevoir une somme d'argent en vertu du contrat est considérée comme un Titulaire de compte.
- 2) L'expression „**Procédures visant à identifier les clients et à lutter contre le blanchiment (AML/KYC)**“ désigne les procédures de diligence raisonnable à l'égard de ses clients que l'Institution financière déclarante est tenue d'observer en vertu des dispositions de lutte contre le blanchiment ou de règles analogues auxquelles cette Institution financière déclarante est soumise.
- 3) Le terme „**Entité**“ désigne une personne morale ou une construction juridique, telle qu'une société de capitaux, une société de personnes, un trust ou une fondation.
- 4) Une Entité est une „**Entité liée**“ à une autre Entité si: i) l'une des deux Entités contrôle l'autre; ii) si ces deux Entités sont placées sous un contrôle conjoint; ou iii) si les deux Entités sont des Entités d'investissement décrites au point A 6) b), relèvent d'une direction commune et cette direction satisfait aux obligations de diligence raisonnable incombant à ces Entités d'investissement. A ce titre, le contrôle comprend la détention directe ou indirecte de plus de 50% des droits de vote ou de la valeur d'une Entité.
- 5) L'expression „**NIF**“ désigne un Numéro d'identification fiscale (ou son équivalent fonctionnel en l'absence de Numéro d'identification fiscale).
- 6) L'expression „**Pièce justificative**“ désigne un des éléments suivants:
  - a) une attestation de résidence délivrée par un organisme public autorisé à le faire (par exemple, un Etat, une agence de celui-ci ou une commune) de la juridiction dont le bénéficiaire affirme être résident;
  - b) dans le cas d'une personne physique, toute pièce d'identité en cours de validité délivrée par un organisme public autorisé à le faire (par exemple, un Etat, une agence de celui-ci ou une commune), sur laquelle figure le nom de la personne et qui est généralement utilisée à des fins d'identification;
  - c) dans le cas d'une Entité, tout document officiel délivré par un organisme public autorisé à le faire (par exemple, un Etat, une agence de celui-ci ou une commune), sur lequel figure la dénomination de l'Entité et l'adresse de son établissement principal dans la juridiction dont elle affirme être résidente ou dans la juridiction dans lequel ou dans laquelle l'Entité a été constituée ou dont le droit la régit;
  - d) tout état financier vérifié, rapport de solvabilité établi par un tiers, dépôt de bilan ou rapport établi par l'organisme de réglementation des valeurs mobilières.

Dans le cas d'un Compte d'entité préexistant, les Institutions financières déclarantes peuvent utiliser comme Pièces justificatives toute classification de leurs registres relatifs au Titulaire de compte concerné qui a été établie en fonction d'un système normalisé de codification par secteur d'activité, qui a été enregistrée par l'Institution financière déclarante conformément à ses pratiques commerciales habituelles aux fins des Procédures AML/KYC ou à d'autres fins réglementaires (autres que des fins d'imposition) et qui a été mise en œuvre par l'Institution financière déclarante avant la date à laquelle le Compte financier a été classifié comme un Compte préexistant, à condition que l'Institution financière déclarante ne sache pas ou n'ait pas lieu de savoir que cette classification est inexacte ou n'est pas fiable. L'expression „système normalisé de codification par secteur d'activité“ désigne un système de classification utilisé pour classer les établissements par type d'activité à des fins autres que des fins d'imposition.

## ANNEXE II

**Règles complémentaires en matière de déclaration  
et de diligence raisonnable concernant les informations  
relatives aux comptes financiers****1. Changement de circonstances**

L'expression „**changement de circonstances**“ désigne tout changement ayant pour conséquence l'ajout d'informations relatives au statut d'une personne ou ne concordant pas avec le statut de cette personne. Un changement de circonstances renvoie en outre toute modification ou ajout d'informations concernant le compte du Titulaire de compte (y compris l'ajout d'un titulaire de compte ou le remplacement d'un Titulaire de compte ou tout autre changement concernant un titulaire de compte) ou toute modification ou ajout d'informations sur tout compte associé à ce compte [en application des règles d'agrégation des comptes énoncées à l'annexe I, section VII, points C 1) à C 3)], si cette modification ou cet ajout d'informations a pour effet de modifier le statut du Titulaire du compte.

Si une Institution financière déclarante a eu recours au test fondé sur l'adresse de résidence énoncé à l'annexe I, section III, point B 1), et si un changement de circonstances intervient amenant l'Institution financière déclarante à savoir ou à avoir tout lieu de savoir que l'original de la Pièce justificative (ou d'un autre document équivalent) n'est pas correct ou n'est pas fiable, l'Institution financière déclarante doit, au plus tard le dernier jour de l'année civile considérée ou de toute autre période de référence adéquate, ou dans un délai de 90 jours civils après avoir été informée ou avoir découvert ce changement de circonstances, obtenir une auto-certification et une nouvelle Pièce justificative pour établir la ou les résidences fiscales du Titulaire du compte. Si l'Institution financière déclarante ne peut pas obtenir l'auto-certification et la nouvelle Pièce justificative dans le délai précité, l'Institution financière déclarante doit appliquer la procédure de recherche par voie électronique énoncée à l'annexe I, section III, points B 2) à B 6).

**2. Auto-certification pour les Nouveaux comptes d'entités**

Dans le cas des Nouveaux comptes d'entités, aux fins de déterminer si une Personne détenant le contrôle d'une ENF passive est une Personne devant faire l'objet d'une déclaration, une Institution financière déclarante peut se fonder uniquement sur une auto-certification du Titulaire du compte ou de la Personne détenant le contrôle.

**3. Résidence d'une Institution financière**

Une Institution financière „réside“ dans une Juridiction partenaire si elle relève de la compétence de cette Juridiction partenaire (autrement dit, si la Juridiction partenaire est en mesure d'imposer à l'Institution financière le respect de son obligation déclarative). D'une manière générale, lorsqu'une Institution financière est résidente à des fins fiscales dans une Juridiction partenaire, elle relève de la compétence de cette Juridiction partenaire et elle est donc une Institution financière d'une Juridiction partenaire. Lorsqu'un trust est une Institution financière (qu'il ait ou non sa résidence fiscale dans une Juridiction partenaire), ce trust est réputé relever de la compétence de cette Juridiction partenaire si un ou plusieurs de ses trustees sont des résidents de cette Juridiction partenaire, sauf si le trust transmet toutes les informations devant être communiquées en vertu de la présente loi concernant les Comptes déclarables qu'il détient à une autre Juridiction partenaire du fait qu'il y a sa résidence fiscale. Cependant, lorsqu'une Institution financière (autre qu'un trust) n'a pas de résidence fiscale (par exemple si elle est considérée fiscalement transparente ou si elle est située dans une juridiction n'imposant pas les revenus), elle est considérée comme relevant de la compétence d'une Juridiction partenaire et elle est donc une Institution financière d'une Juridiction partenaire si:

- a) elle est constituée en société en vertu de la législation de la Juridiction partenaire;
- b) son siège de direction (y compris de direction effective) se trouve dans la Juridiction partenaire; ou
- c) elle fait l'objet d'une surveillance financière dans la Juridiction partenaire. Lorsqu'une Institution financière (autre qu'un trust) réside dans deux Juridictions partenaires ou plus, l'Institution financière sera soumise aux obligations de déclaration et de diligence raisonnable prévues par la Juridiction partenaire dans laquelle elle gère le ou les Comptes financiers.

#### **4. Comptes gérés**

D'une manière générale, un compte devrait être considéré comme géré par l'Institution financière:

- a) dans le cas d'un Compte conservateur, par l'Institution financière qui a la garde des actifs du compte (y compris une Institution financière qui détient les actifs immatriculés au nom d'un courtier pour un Titulaire de compte auprès de cette institution);
- b) dans le cas d'un Compte de dépôt, par l'Institution financière qui est tenue d'effectuer des versements afférents à ce compte (hormis s'il s'agit d'un agent d'une Institution financière, indépendamment du fait que cet agent soit ou non une Institution financière);
- c) dans le cas d'un titre de participation ou de créance déposé auprès d'une Institution financière et constituant un Compte financier, par l'Institution financière en question;
- d) dans le cas d'un Contrat d'assurance avec valeur de rachat ou d'un Contrat de rente, par l'Institution financière qui est tenue d'effectuer des versements au titre de ce contrat.

#### **5. Trusts qui sont des ENF passives**

Une Entité telle qu'une société de personnes, une société à responsabilité limitée ou une structure juridique similaire qui n'a pas de résidence fiscale, conformément à l'annexe I, section VIII, point D 3), est considérée comme résidant dans la juridiction où se situe son siège de direction effective. A ces fins, une personne morale ou une structure juridique est réputée „similaire“ à une société de personnes ou à une société à responsabilité limitée si elle n'est pas considérée comme une unité imposable dans une Juridiction partenaire en vertu de la législation fiscale de cette Juridiction partenaire. Toutefois, pour éviter les doubles déclarations (compte tenu de la large portée de l'expression „Personnes détenant le contrôle“ dans le cas des trusts), un trust qui est une ENF passive peut ne pas être considéré comme une structure juridique similaire.

#### **6. Adresse de l'établissement principal d'une Entité**

L'une des règles énoncées à l'annexe I, section VIII, point E 6) c), prévoit que, dans le cas d'une Entité, le document officiel contient l'adresse de son établissement principal dans la juridiction dont elle affirme être résidente ou dans la juridiction dans laquelle elle a été constituée ou dont le droit la régit. L'adresse de l'établissement principal de l'Entité est généralement le lieu où se situe son siège de direction effective. L'adresse d'une Institution financière auprès de laquelle l'Entité a ouvert un compte, une boîte postale ou une adresse utilisée exclusivement pour le courrier n'est pas l'adresse de l'établissement principal de l'Entité, sauf si elle constitue la seule adresse utilisée par l'Entité et figure comme adresse du siège de l'Entité dans les documents relatifs à son organisation. En outre, une adresse qui est fournie sous instruction de conserver tout le courrier envoyé à cette adresse n'est pas l'adresse du siège principal de l'Entité.

Luxembourg, le 4 décembre 2015

*Le Président,*  
Eugène BERGER

*Le Rapporteur,*  
Guy ARENDT